



**National Library  
of Canada**

**Bibliothèque nationale  
du Canada**

**Canadian Theses Service**

**Service des thèses canadiennes**

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

## **NOTICE**

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

## **AVIS**

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Canadian Theses Service    Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-315-59179-X

**La condition féminine en milieu ouvrier, 1900-1950:  
Témoignages de trois Montréalaises**

Linda Cormier

Mémoire

présenté

au

Programme individuel spécial

comme exigence partielle en vue de l'obtention  
du grade de Maîtrise ès arts (M.A.)

Université Concordia  
Montréal, Québec, Canada

Avril 1990

© Linda Cormier, 1990

## SOMMAIRE

### **La condition féminine en milieu ouvrier, 1900-1950: Témoignages de trois Montréalaises**

**Linda Cormier**

Notre étude se situe à la jonction de l'histoire des femmes et de l'histoire ouvrière. Elle explore le vécu sur deux générations de trois Montréalaises de classe ouvrière, entre 1900 et 1950, à travers les thèmes de la famille, de l'école, du travail, de l'Eglise, et de la sexualité. La méthodologie utilisée est celle des entrevues semi-directives; dans deux cas sur trois, il s'agit d'entretiens en profondeur.

Ceci nous a permis d'avoir accès à un volet inédit de l'histoire ouvrière, la vie familiale et professionnelle de filles de travailleurs qualifiés. L'historiographie nous a en effet davantage familiarisé avec les conditions de vie des familles des ouvriers et ouvrières non-spécialisés. Notre troisième informatrice est issue d'une telle famille, et sa jeunesse est ainsi marquée par la pauvreté. Orpheline de père dans les années 20, le salaire de serveuse de sa mère ne suffit pas à faire vivre la famille.

Nos deux premières informatrices grandissent au contraire dans une relative aisance matérielle. Dès la première décennie du siècle, leurs familles accèdent au commerce et à la propriété. Le rôle des femmes dans cette ascension sociale est particulièrement important: ce sont elles qui font fonctionner les petits commerces du mari ou du père ouvrier.

Malgré leur départ différent, nos trois informatrices font des mariages dans la classe moyenne. Elles épousent respectivement un fonctionnaire municipal, un quincaillier, et un fourreur. Contrairement à leurs mères, elles ont de un à deux enfants.

## REMERCIEMENTS

Je voudrais d'abord remercier mes informatrices, Mme Caron, Mme Dipietro, et Mme Dufort, ainsi que la Maison du Fier-Monde, sans lesquelles cette thèse ne serait pas. Je dois également beaucoup au support de mes parents et de mes consœurs de l'Institut Simone de Beauvoir, en particulier Kathy, Arlene, Agathe, Lucie et Lynn.

Je désirerais aussi exprimer ma gratitude à Mme Chantal Collard et à Mme Jo Vellacott, qui ont alternativement dirigé cette thèse, ainsi qu'à M. Cameron Nish, qui les a secondées dans cette tâche. Mille mercis au docteur Vellacott d'avoir bien voulu rester dans ce comité après l'interruption de son contrat avec l'université.

Ce projet de recherche a été subventionné en partie par le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) et par le Shell Oral History Fund de l'Université Concordia. Mes remerciements à ces organismes pour leur aide technique et financière.

Finalement, j'aimerais dédier cette thèse à mes lectrices de la première heure, ma grand-mère maternelle, née Rita Hamel, et mon inséparable cousine, Chantal Leblanc.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	1
--------------------	---

Premier chapitre: METHODOLOGIE .....	7
--------------------------------------	---

1. Technique d'enquête .....	7
------------------------------	---

2. Recrutement des informatrices et choix du quartier .....	9
--	---

3. Variables contrôlées .....	9
-------------------------------	---

4. Nature et nombre d'entrevues avec les informatrices retenues .....	12
--	----

5. Grille d'analyse .....	16
---------------------------	----

## Deuxième chapitre: FEMMES, FAMILLE ET EDUCATION

### EN MILIEU OUVRIER QUEBECOIS (1900-1950) . . . . . 19

#### 1. Situation économique des familles ouvrières

québécoises . . . . . 19

a) Habitat ouvrier . . . . . 20

b) Santé et hygiène publique . . . . . 22

#### 2. Structures familiales et éducation en milieu

ouvrier urbain . . . . . 25

a) Types de familles ouvrières urbaines . . . . . 25

b) Assiduité, rendement scolaire et taux de scolarisation . . . . . 31

c) Rapports entre l'école, le marché du travail et la famille . . . . . 33

d) Famille et parenté . . . . . 36

### Troisième chapitre: L'EGLISE QUEBÉCOISE EN MILIEU

OUVRIER URBAIN (1900-1950) . . . . .	45
1. Morale sexuelle catholique . . . . .	45
2. Prescriptions religieuses et vécu sexuel:	
continuités et ruptures . . . . .	50
a) Contraception et fécondité . . . . .	50
b) Fréquentations et virginité prénuptiale . . . . .	55
c) Education sexuelle à travers la famille et l'école . . . . .	58
3. Pratique et rituel religieux . . . . .	60



Quatrième chapitre: LA TRAJECTOIRE SOCIALE DE DEUX MONTREALAISES  
ISSUES DE LA COUCHE SUPERIEURE  
DE LA CLASSE OUVRIERE, ENTRE 1900 ET 1950 . . . . . 68

1. Mme Dufort ou la mobilité sociale au féminin . . . . . 68
2. Mme Dipietro ou l'hypogamie féminine . . . . . 73
3. Continuités et ruptures entre les échelons  
inférieurs et supérieurs de la classe ouvrière . . . . . 77

CONCLUSION . . . . . 85

BIBLIOGRAPHIE . . . . . 90

ANNEXES . . . . . 96

## INTRODUCTION

Les femmes, comme la classe ouvrière, furent longtemps exclues d'une histoire avant tout militaire et politique. Mais depuis quelques décennies, avec l'émergence de l'histoire sociale, et surtout de l'histoire des femmes, les deux groupes ont commencé à réintégrer le champ historique. Au Québec, l'histoire des femmes s'est intéressée à la vie des bourgeoises et des paysannes, et dans une moindre mesure à celle des femmes de la classe ouvrière<sup>1</sup>. Parmi ces dernières, c'est le vécu de militantes telles Léa Roback et Madeleine Parent<sup>2</sup>, ou celui d'épouses de syndicalistes comme Simonne Monet-Chartrand<sup>3</sup>, qui a fait l'objet de publications. Mais, nous rappelle la chercheuse Sherna Gluck, "the majority of women did not lead public lives. Most women were not women's rights activists or union leaders or public participants in social movements"<sup>4</sup>, d'où la nécessité de recueillir le témoignage de femmes ordinaires, telles nos informatrices.

L'histoire ouvrière québécoise de son côté, traite principalement de l'expérience de travail des ouvriers (le masculin est employé intentionnellement, les "métiers d'hommes" ayant bénéficié de plus d'attention que ceux des femmes), de leurs luttes syndicales ou de la législation les concernant, laissant dans l'ombre leur vie domestique, familiale, sociale et culturelle<sup>5</sup>. Investissant beaucoup traditionnellement dans l'univers domestique et familial, les femmes font figure de parentes pauvres dans l'histoire ouvrière telle que

racontée jusqu'à maintenant<sup>6</sup>. On oublie trop souvent que certaines d'entre elles doivent se partager entre l'usine et la cuisine, pour reprendre l'expression de la Maison du Fier-Monde, et on néglige également l'impact du travail de l'ouvrier sur ses relations avec sa famille, ou sur la production domestique de la ménagère.

Notre recherche s'inscrit ainsi dans la foulée de travaux de chercheuses telles Nadia Fahmy-Eid<sup>7</sup>, Gail Cuthbert Brandt<sup>8</sup>, Bettina Bradbury<sup>9</sup>, et Louise Vandelac<sup>10</sup>, qui ont étudié chez les femmes la relation entre le travail et la famille, ou entre le public et le privé. Elle se situe à la jonction de l'histoire des femmes et de l'histoire ouvrière, et vise à explorer le vécu sur deux générations de trois Montréalaises d'origine ouvrière, entre 1900 et 1950, à travers les thèmes de la famille (celle d'origine et celle de procréation), de l'école, du travail (domestique et salarié), de l'Eglise, et de la sexualité.

Nos interviewées se sont montrées plus loquaces sur certains thèmes que sur d'autres. "Sometimes people just forget experiences; other times they *care* to forget, or, if they remember them, they do not want to talk about them" <sup>11</sup> a noté Tamara K. Hareven. Notre analyse est donc tributaire de ces limites. Mais celles-ci ne sont ni plus significatives ni moins importantes que celles inhérentes à d'autres corpus, nous dit cette même historienne: "Most historical information drawn from traditional written sources is also fragmented and biased" <sup>12</sup>.

Etant donné la nature exploratoire de notre démarche, l'étendue du terrain et de la période, et afin de permettre l'analyse en profondeur, nous avons limité notre échantillon à trois informatrices. Celles-ci ne sont pas supposées être typiques ou représentatives, mais simplement des femmes qui individuellement témoignent de leur expérience de vie. Dans leur ouvrage *Dutiful Daughters*, Jean Mc Crindle et Sheila Rowbotham ont fait remarquer: "The personal oral account can be a source not for knowing that something was so, but for wondering about questions that are not often considered" <sup>13</sup>. Ainsi notre étude devrait permettre, par le biais de l'histoire orale, d'avoir accès au quotidien de femmes de la classe ouvrière, à leur vie privée, champ à peine exploré. Nous possédons en effet plus d'informations sur la vie publique de ces femmes, particulièrement sur leur expérience professionnelle. En tant que travailleuses, les ouvrières ont attiré l'attention de quelques chercheuses<sup>14</sup>. Pour corroborer nos données d'entrevues, nous avons consulté certains écrits d'époque, de même que des études historiques et sociologiques contemporaines sur le milieu d'origine de nos interviewées.

Mais il s'agissait pour nous d'aller au-delà des comptes rendus statistiques, légaux, moraux ou fictionnels, provenant surtout des élites, pour découvrir la vie et la parole de femmes de ce milieu. Comme l'a noté l'historien Jacques Rouillard dans son étude sur les travailleurs canadiens français dans l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre, "le recours à l'histoire orale permet de saisir le sentiment des milieux populaires sans passer par l'interprétation que peuvent en donner les autres classes" <sup>15</sup>. Le chercheur a aussi constaté

que l'entrevue "permet de relever des phénomènes sociaux plus personnels" <sup>16</sup>. Tamara K. Hareven abonde en ce sens lorsqu'elle écrit: "The value of oral history [is] in understanding perceptions and recovering levels of experiences not normally available to historians" <sup>17</sup>.

Elle souligne également le rôle crucial de l'histoire orale pour préserver la mémoire de celles et ceux qui n'ont pas accès à l'écriture. Nos informatrices sont des femmes ordinaires qui laissent peu de traces dans les archives. Pour cette raison, il était important de recueillir leur récit de vie avant qu'il ne nous échappe davantage. Ces dames sont âgées, et le temps presse pour sauvegarder l'histoire sociale dont elles sont porteuses. Leur contribution au processus historique mérite d'être reconnue.

Notre premier chapitre rendra donc compte de la méthodologie utilisée, alors que le second traitera du rapport des ouvrières à la famille et à l'école, pendant que le troisième s'intéressera à leur relation avec l'Eglise, ces trois institutions ayant été très présentes dans leur vie quotidienne entre 1900 et 1950. Notre dernier chapitre explorera, de façon diachronique, la trajectoire sociale de deux de nos informatrices. Il s'agira de voir en quoi le vécu de ces filles de la couche supérieure de la classe ouvrière diffère de celui de leurs soeurs moins favorisées.

## NOTES

<sup>1</sup> Voir en particulier *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles* (Montréal, Quinze, 1982) du Collectif Clio. Les auteures reconnaissent que "c'est toute la mémoire collective de la classe ouvrière qui est absente de notre connaissance du passé" (p.399).

<sup>2</sup> Nicole Lacelle, *Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback*, Montréal, Editions du Remue-Ménage, 1988, 204 p.

<sup>3</sup> Simonne Monet-Chartrand, *Ma vie comme rivière*, Tome 1 et 2, Montréal, Editions du Remue-Ménage, 1981-82, 292 p. et 357 p.

<sup>4</sup> Sherna Gluck, "What's so special about women? Women's oral history" in David K. Dunaway et Willa K. Baum (eds), *Oral History. An Interdisciplinary Anthology*. American Association for State and Local History, 1984, p.233.

<sup>5</sup> Voir *Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 1825-1976* (Montréal, CSN/CEQ, 1979).

<sup>6</sup> *Ibid.*, Terry Copp, *The Anatomy Of Poverty: The Condition Of The Working-Class In Montreal, 1897-1929* (Toronto, Mc Clelland & Stewart, 1974), et Jean De Bonville, *Jean-Baptiste Gagnepetit: les travailleurs montréalais à la fin du XIXème siècle* (Montréal, Editions de l'Aurore, 1975).

<sup>7</sup> Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont (dir.), *Maîtresses de maison, maîtresses d'école* (Montréal, Boréal Express, 1983). 415 p.

<sup>8</sup> Cuthbert-Brandt, Gail, "Weaving It Together: Life Cycle And The Industrial Experience Of Female Cotton Workers In Quebec 1910-1950", in Alison Prentice et Susan Trofimenkoff (eds.), *The Neglected Majority: Essay in Canadian Women's History*, vol. 2 (Toronto, Mc Clelland & Stewart, 1985, p.160-173).

<sup>9</sup> Bettina Bradbury, "The Fragmented Family: Family Strategies In The Face Of Death, Illness, And Poverty, Montreal, 1860-1885" in Joy Parr (ed.), *Childhood And Family In Canadian History* (Toronto, Mc Clelland & Stewart, 1982, p.109-128), "Women's History and Working-Class History", *Labour/Le travail* (19, Spring 1987, p.23-43), et "Gender at work at home: Family decisions, the labour market and girls' contributions to the family economy", paper presented at the Australian-Canadian Labour History Conference (Sydney, Australia, December 1988).

<sup>10</sup> Louise Vandelac, D. Réglise, A. Gauthier, et Y. Pinard, *Du travail et de l'amour: les dessous de la production domestique* (Montréal, Albert St-Martin, 1985).

<sup>11</sup> Tamara K. Hareven, "The Search for Generational Memory: Tribal Rites in Industrial Society" in Stephen R. Gnauard (ed.), *Generations*, New York, W.W. Norton & Co, 1979, p.142-143.

<sup>12</sup> Tamara K. Hareven, *Family Time and Industrial Time*, New York, Cambridge University Press, 1982, p. 377.

<sup>13</sup> Jean Mc Crindle et Sheila Rowbotham (eds.), *Daughters*, Penguin Books, 1977, p. 1.

<sup>14</sup> Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, "Ouvrières et travailleuses montréalaises, 1900-1940", dans Marie Lavigne et Yolande Pinard (dir.), *Travailleuses et féministes: les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1983, p.99-113, Gail Cuthbert-Brandt, *op. cit.*, Nadia Fahmy-Eid et Lucie Piché, *Si le travail m'était conté...autrement. Les travailleuses de la CTCC-CSN: Quelques fragments d'histoire 1921-1976*, Montréal, CSN, 1987, 112 p.

<sup>15</sup> Jacques Rouillard, *Ah les Etats! Les travailleurs canadiens français dans l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre d'après le témoignage des derniers migrants*, Montréal, Editions du Boréal Express, 1985, p. 13.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>17</sup> Tamara K. Hareven, *Family Time...*, p. 377.

## Premier chapitre

### METHODOLOGIE

Nous avons d'abord effectué trois revues de littérature pour la période à l'étude: la première sur l'éducation des filles francophones et l'Eglise catholique québécoise, la seconde sur les rapports entre cette même institution religieuse et la sexualité des femmes, et la troisième sur la condition de la famille ouvrière en milieu urbain québécois. A partir de ces synthèses, nous avons élaboré un guide thématique d'entrevue visant tout autant à récolter des données sur des aspects délaissés de la recherche, qu'à approfondir les éléments que nous possédions déjà. Nous avons consigné l'information factuelle (nom, âge, lieu de naissance, etc.) sur une feuille séparée. (Voir l'Annexe I)

#### 1. Technique d'enquête

Après avoir exploré, à travers les ouvrages et les articles d'anthropologues, de sociologues, ou d'historiens, tels Oscar Lewis<sup>1</sup>, *La Vida: A Puerto Rican Family In The Culture Of Poverty, San Juan and New York*, L.L. Langness<sup>2</sup>, *Lives. An Anthropological Approach To Biography*, Daniel Bertaux<sup>3</sup>, *Cahiers internationaux de sociologie*, Paul Thompson<sup>4</sup>, *The Voice of the Past. Oral History*, Tamara K. Hareven<sup>5</sup>, "The Search for Generational Memory: Tribal Rites in Industrial Society", et Anne Oakley<sup>6</sup>, "Interviewing



Women: a Contradiction in Terms", l'éventail des techniques concernant la collecte des données, (observation participante, enquête par questionnaire, récits de vie, approche biographique, autobiographique, entrevues directives, non-directives, etc.), nous avons retenu celle des entretiens semi-directifs, car elle permet la récolte d'informations jugées essentielles, tout en maintenant une flexibilité qui favorise l'ajout de données secondaires intéressantes.

Les entrevues furent enregistrées sur magnétophone, puis transcrites intégralement, avant d'être analysées. En raison de l'étendue du plan d'entrevue, elles ont nécessité plusieurs rencontres avec les interviewées. Un certain délai entre les entrevues s'est avéré nécessaire, afin de faire le bilan entre chacune d'elles. Il s'agissait d'abord d'en extraire l'essentiel sous forme de résumé, puis de noter les points à éclaircir avant de passer au thème de la prochaine rencontre. Au besoin nous avons effectué des lectures additionnelles, par exemple pour vérifier des données imprévues ou inhabituelles.

## **2. Recrutement des informatrices et choix du quartier**

Une fois la méthode et les questions choisies, il fallait sélectionner un quartier et recruter les informatrices. Pour le recrutement de celles-ci, nous avons eu recours à la Maison du Fier-Monde, un éco-musée s'intéressant activement à l'histoire ouvrière. Outre l'organisation de nombreuses expositions sur le sujet, la Maison du Fier-Monde a à son compte des brochures sur l'histoire du quartier Centre-Sud<sup>7</sup> (ses industries, son architecture, ses habitant/es, etc.), lieu géographique abritant depuis plusieurs décennies une population ouvrière. Ces brochures devaient nous aider à visualiser le milieu dans lequel nos informatrices ont grandi, en plus d'être un excellent complément à une thèse de maîtrise portant sur ce même quartier<sup>8</sup>.

## **3. Variables contrôlées**

Nous avons établi sept critères de sélection pour nos informatrices, soit l'origine sociale, le lieu de naissance, l'âge, le sexe, la nationalité, la religion, et le statut civil. Nous étions à la recherche de femmes nées de parents ouvriers pauvres, dans le Montréal des années 1900 à 1920, d'origine canadienne française, de religion catholique, et ayant vécu le mariage et la maternité.

La Maison du Fier-Monde nous référa quatre candidates, et nous en recrutâmes une cinquième parmi nos connaissances. Nous les avons d'abord contacté par téléphone, afin de vérifier si elles correspondaient bien aux variables retenues. Une première référée fut écartée en raison de son arrivée tardive à Montréal, c'est-à-dire dans la quarantaine, car elle ne pouvait nous renseigner sur l'enfance en milieu montréalais. C'est toute la question de la mobilité géographique des ouvriers qui est ici soulevée. Ces derniers devaient en effet suivre les employeurs dans leur diverses migrations.

Deux autres nous posaient un problème particulier: elles provenaient de la partie favorisée de la classe ouvrière, alors que nous avions envisagé d'interroger des informatrices issues plutôt de son segment le plus pauvre, car les recherches recensées ont surtout porté sur ce groupe, plus nombreux que l'autre<sup>9</sup>. Mais, le temps filant, et nos deux candidates étant conformes à nos autres critères de sélection, nous avons choisi d'abandonner cette exigence de pauvreté. Après tout, il s'agissait de donner la parole à des femmes de classe ouvrière montréalaise, et il s'avérait intéressant d'étudier des cas limites. Nous avons assumé, à tort, qu'il serait facile de repérer des informatrices dont les parents ouvriers étaient pauvres, vu leur grand nombre à l'époque.

Mais seules peut-être les filles de la couche supérieure de la classe ouvrière étaient susceptibles d'avoir connu la stabilité de résidence que présupposait notre plan d'entrevue. On peut également se demander combien de femmes pauvres nées entre 1900 et 1920 ont

survécu jusqu'à aujourd'hui. Nous en avons repéré deux, et alors que l'une n'était pas disposée à se remémorer une enfance difficile, l'autre était très méfiante à notre égard. Au cours d'une rencontre de trois heures, nous dûmes justifier presque chacune de nos questions. Le matériel ainsi recueilli était donc mince et superficiel. Notre but étant de traiter en profondeur les thèmes à l'étude, nous n'avons pas retenu ces candidates. Dans son article sur l'histoire orale des femmes, Sherna Gluck a fait remarquer: "Some women, particularly less educated women, are not accustomed to reflecting about themselves, to viewing their lives as important" <sup>10</sup>. Ces femmes sont donc moins motivées à raconter leur histoire que leurs vis-à-vis de la classe moyenne.

#### 4. Nature et nombre d'entrevues avec les informatrices retenues

A l'automne 87, un premier projet d'entrevues fut finalement mené à bien. Mme Dipietro est née à Montréal en 1910, d'un père briqueteur, elle est canadienne française par sa mère, et italienne par son père<sup>11</sup>. Elle fut élevée dans la religion catholique, et épousa en 1932 un Canadien français, veuf avec deux enfants, et dont elle eut un fils, quinze mois plus tard. En un mois, trois entrevues furent réalisées avec elle (d'une durée de 60 à 90 minutes chacune), et le verbatim totalise cent trente-trois pages<sup>12</sup>. Il s'agissait d'explorer son vécu à travers les thèmes de la famille, de l'école, du travail, de l'Eglise, et de la sexualité, de l'enfance à la ménopause.

A l'hiver 88, nous avons effectué notre deuxième série d'entrevues. A l'instar de notre première informatrice, la seconde est issue de la partie favorisée de la classe ouvrière. Mme Dufort est née à Montréal en 1915, d'un père machiniste au Canadien Pacifique et d'une mère ouvrière du textile avant son mariage. Elle est canadienne française, et fut élevée dans la religion catholique. Elle épousa en 1939 un Canadien français, dont elle eut un fils, cinq ans plus tard. En trois mois, six entrevues furent réalisées avec elle (d'une durée de 90 à 120 minutes chacune).

A la demande de notre informatrice, dont la soeur cadette se passionne pour l'histoire, nous avons permis à cette dernière d'assister aux entrevues, et la mémoire de

l'une stimulant l'autre, nous avons récolté une documentation fort riche, mais aussi fort abondante (un verbatim de presque trois cents pages). De plus, afin de nous fournir des réponses qu'elle ne possédait pas, Mme Dufort prit l'initiative de convoquer à l'une de nos rencontres deux autres de ses soeurs, dont l'une était de huit ans son aînée<sup>13</sup>. Nous avons ainsi eu accès à des données inédites sur la famille d'origine de notre interviewée. Les entrevues réalisées avec elle et ses soeurs montrent bien le destin différent des enfants d'une même famille, de même que l'importance du rang de naissance et du cycle de vie familiale. On nous a, par exemple, souvent répété que l'aînée et la cadette avaient été plus gâtées que les autres.

Après chaque enregistrement, nous avons eu une discussion avec nos informatrices pour compléter, corriger et interpréter la narration. La multiplicité des entrevues a permis non seulement l'approfondissement mais aussi le contrôle de l'information, car une même question a pu être posée à plusieurs reprises. Outre le recoupement des données à l'intérieur du verbatim, nous avons eu recours au *Lovell's Montreal Directory* et aux *Feuilles de route des estimateurs de la Ville de Montréal* pour replacer dans le temps et l'espace certaines de nos informations, car les interviewées se rappellent mieux les événements que leur chronologie.

Nous puiserons également des éléments d'analyse dans le récit de vie de Mme Caron<sup>14</sup>, une informatrice que nous avons interviewée de façon moins extensive en 1984-85

dans le cadre d'une autre recherche, car celle-ci est aussi issue de la classe ouvrière montréalaise. Mme Caron naquit ainsi à Pointe Saint-Charles en 1922, d'un père ouvrier à l'usine de Canada Packers et d'une mère ménagère. Elle épousa en 1947 un Canadien français, dont elle eut deux filles.

Parmi les thèmes abordés avec nos informatrices, la famille et l'Eglise ont suscité plus de commentaires que d'autres. On se souvient avec nostalgie de son enfance, et de l'atmosphère religieuse dans laquelle on baignait alors. Mais on se remémore mal les détails de la vie professionnelle du père, tels son salaire, ou le nombre d'heures de travail par semaine. "The memory process depends, not only upon individual comprehension, but also upon interest" <sup>15</sup>, a noté l'historien Paul Thompson. On mentionne ainsi plus fréquemment les soeurs que les frères, parce qu'on a plus d'interactions avec celles-ci qu'avec ceux-ci.

De même, on n'a retenu que les lieux communs du discours clérical sur la sexualité, comme par exemple l'interdiction de la contraception, ou l'obligation de virginité prénuptiale. On parle d'ailleurs peu, et pas spontanément, de son vécu sexuel en entrevue. Le Collectif Clio a aussi relevé cette lacune dans le témoignage des femmes de cette époque<sup>16</sup>. Nos interviewées estiment que cette partie de leur vie relève du très intime: "Moi, j'ai jamais conté ce qui s'passait entre moé pis mon mari. C'est entre moi pis lui"<sup>17</sup>, nous a affirmé Mme Dipietro. Mme Dufort nous a tenu des propos similaires: "Le

mariage, ça s'parlait pas entre soeurs. Jamais on aurait dit notre mari est comme ci dans les relations, il est comme ça. C'était notre secret à nous" <sup>18</sup>. Nous ne possédons donc aucune donnée sur leur apprentissage de la sexualité à l'intérieur du couple, ou sur leur satisfaction à l'égard de cette dernière.

Nous avons observé des différences de style entre nos répondantes, Mme Dipietro s'en tenant aux informations factuelles, alors que Mme Dufort nous faisait également bénéficier de ses interprétations et de ses sentiments face aux événements de sa vie. Nous avons aussi constaté que nos interviewées ont connu une enfance choyée et une vie familiale heureuse, ceci expliquant peut-être qu'elles aient accepté de se livrer à nous sans réserve, leur vie étant une réussite sur les plans affectif et matériel.

Nos informatrices étaient éprises de leur histoire familiale. Fières de leur nom, elles ont refusé d'être citées anonymement dans nos comptes rendus. Elles ont aussi pour cette raison collaboré aux entrevues au-delà de nos espérances, et se sont montrées enchantées de l'expérience. En ce sens, Sherna Gluck avait raison de dire: "The [oral history] process is a significant experience not only for the interviewer or those who might use the product, but also for the interviewee" <sup>19</sup>. Elles nous ont affirmé avoir apprécié l'opportunité que nous leur avons offerte de se raconter et d'être écoutées, et elles se sont dites très flattées que des universitaires comme nous s'intéressent à la vie de petites gens comme eux. Il s'agissait justement pour nous de recueillir une histoire sociale qui autrement s'éteindra avec



ses protagonistes<sup>20</sup>, car ces femmes ordinaires ne font traditionnellement pas la manchette des journaux et laissent peu d'écrits derrière elles.

## **5. Grille d'analyse**

Notre étude se situera dans le cadre de la problématique féministe et intégrera aux revues de littérature évoquées précédemment sur l'éducation des filles, la famille ouvrière urbaine, et l'Eglise et la sexualité dans le Québec de la première moitié du 20ème siècle, les données recueillies en entrevue.

## NOTES

<sup>1</sup> Oscar Lewis, *La Vida: A Puerto Rican Family In The Culture Of Poverty, San Juan and New York* (New York, Random House, 1965).

<sup>2</sup> L.L. Langness et Gelya Frank, *Lives, An Anthropological Approach To Biography* (Chandler & Sharp Publishers Inc., 1981).

<sup>3</sup> Daniel Bertaux, "L'approche biographique, sa validité méthodologique, ses potentialités" in *Cahiers internationaux de sociologie*, juillet-décembre 1980, vol.LXIX (69), Paris, Presses Universitaires de France (P.U.F.), p.197 à 225.

<sup>4</sup> Paul Thompson, "Des récits de vie à l'analyse du changement social", in *Ibid.*, p.249 à 268, et *The Voice of the Past. Oral History* (Oxford, Oxford University, 1978).

<sup>5</sup> Tamara K. Hareven, "The Search for Generational Memory: Tribal Rites in Industrial Society" in Stephen R. Gnauard (ed.), *Generations*, New York, W.W. Norton & Co, 1979, p.137 à 149.

<sup>6</sup> Anne Oakley, "Interviewing Women: a Contradiction in Terms", in Helen Roberts (ed.), *Doing Feminist Research*, London, Routledge & Kegan Paul, 1981, p. 30-61. Voir aussi Carolyn Steedman, *Landscape for a Good Woman*, Boston, Little, Brown & Company, 1986, 168 p., et Carolyn Heilbrun, *Writing a Woman's Life*, Middlesex, England, Penguin Books, 1988, 144 p.

<sup>7</sup> La Maison du Fier-Monde a entre autres publié: *Entre l'usine et la cuisine* (1984), *Rues et Pignons* (1985), et en collaboration avec l'UQAM, *Le Faubourg à m'lasse. Histoire de l'institutionnalisation de l'éducation dans le milieu défavorisé du Centre-Sud* (1983).

<sup>8</sup> Carmen Soucy-Roy, *Le quartier Ste-Marie (1850-1900)*, Thèse de maîtrise, Histoire, UQAM, 1977.

<sup>9</sup> Le Collectif Clio a noté que le loyer et la nourriture absorbent les trois quarts des revenus des familles ouvrières, et que la majorité d'entre elles vit ainsi en dessous du seuil de la pauvreté (p.265).

<sup>10</sup> Sherna Gluck, "What's so special about women? Women's oral history" in David K. Dunaway et Willa K. Baum (eds.), *Oral History. An Interdisciplinary Anthology*, American Association for State and Local History, 1984, p.233.

<sup>11</sup> L'origine italienne du père n'a pas engendré de différences marquantes dans l'éducation de notre interviewée. Ce dernier semble s'être assimilé à la culture dominante, en l'occurrence canadienne française. Il avait immigré à Montréal vers l'âge de 19-21 ans. Après son mariage, il a fait venir sa famille d'origine au Canada. Il est à noter que nous avons choisi d'identifier nos informatrices par leurs noms de jeunes filles, Dipietro étant ainsi le patronyme de notre première répondante.

<sup>12</sup> Avant d'entreprendre notre deuxième série d'entrevues, nous avons repris contact avec notre première informatrice, pour vérifier avec elle la version écrite des entretiens oraux que nous avons eu. Ce projet de recherche étant subventionné par l'Université Concordia (à travers le Fond d'histoire orale), nous avons rappelé à notre interviewée qu'une copie des cassettes d'entrevue et du verbatim serait déposée à la bibliothèque de l'université, ainsi qu'au fond d'Archives publiques du Canada, dans le but d'en favoriser l'accès aux chercheurs/chercheuses. Une entente à ce sujet a été signée en cours de route par les deux parties. L'informatrice peut toutefois rester anonyme, si tel est son désir.

<sup>13</sup> Il s'agit de l'entrevue #4, réalisée le 16 février 1988, avec Eugénie, Florange, Amélia et Elisabeth Dufort, au domicile d'Eugénie, à Montréal.

<sup>14</sup> Entrevue #1 avec Mme Caron, 5 mars 1984, Montréal, verbatim, 33 p., et entrevue #2, 18 février 1985, Montréal, 2 cassettes de 60 minutes.

<sup>15</sup> Paul Thompson, *The Voice of The Past, Oral History*, p.103.

<sup>16</sup> Collectif Clio, *op. cit.*, p.243.

<sup>17</sup> Entrevue #3 avec Mme Deslongchamps (nom de femme mariée de Mme Dipietro), p.124.

<sup>18</sup> Entrevue #6 avec Mme Dufort, p.27.

<sup>19</sup> Sherna Gluck, *op. cit.*, p.223.

<sup>20</sup> Notre deuxième interviewée, Mme Eugénie Dufort, s'est éteinte au début du mois de mars 89, soit environ un an après que nous l'ayons interrogée.

## Deuxième chapitre

### FEMMES, FAMILLE ET EDUCATION EN MILIEU OUVRIER QUEBECOIS (1900-1950)

Ce chapitre vise à établir les conditions de vie de la classe ouvrière québécoise, entre 1900 et 1950. Nous rendrons compte en première partie de l'économie familiale, de l'habitat ouvrier, de la santé et de l'hygiène publique dans les quartiers populaires. La famille et l'école feront l'objet de notre deuxième partie. Nous y étudierons la scolarisation des enfants ouvriers, leurs conditions d'étude, la structure de la famille ouvrière urbaine, l'éducation reçue au sein de ces deux institutions sociales, les rapports avec la parenté, ainsi qu'avec le marché du travail. Nous appuierons cette revue de littérature par des données d'entrevues.

#### 1. Situation économique des familles ouvrières québécoises

La classe ouvrière se caractérise tout au long de la période étudiée par son extrême pauvreté. Le Collectif Clio rappelle que le loyer et la nourriture absorbent les trois quarts des revenus des familles ouvrières, et la majorité d'entre elles vit ainsi en dessous du seuil de la pauvreté<sup>1</sup>.

Cet équilibre précaire est constamment menacé par la mise à pied du père, un accident de travail, une maladie de la mère, la venue d'un nouvel enfant, ou la mort d'un des parents. Plus d'une famille peut alors être forcée d'avoir recours à la charité publique pour survivre. La mère de Mme Caron dût ainsi se tourner vers la Société St-Vincent-de-Paul après la mort de son mari dans les années 20.

Durant la crise des années 30, la pauvreté est telle que l'Etat doit instaurer le secours direct, soit le versement de prestations aux chômeurs et aux nécessiteux. A Montréal, en 1933, c'est 30% de la population qui reçoit l'aide de la municipalité<sup>2</sup>. Quatre ans plus tard, le gouvernement accorde une pension aux mères nécessiteuses. A la décennie suivante, on atteint l'universalité avec la mise sur pied de l'assurance-chômage et des allocations familiales. Mais jusqu'aux années 60 les prestations sont basses, et la rigidité des critères d'admissibilité limite l'impact de ces programmes.

a) **L'habitat ouvrier**

Selon Terry Copp, les Montréalais sont locataires à 80%<sup>3</sup>. Mais l'insuffisance de leur revenu ne permet pas aux familles ouvrières d'avoir accès à des logements de qualité. L'historiographie ouvrière urbaine décrit ainsi l'habitat ouvrier des premières décennies du 20ème siècle comme exigu, dépourvu plus souvent qu'autrement d'installations sanitaires

adéquates (fosses septiques et toilettes extérieures sont alors monnaie courante), insalubre et surpeuplé, car, pour diminuer le loyer on cohabite avec d'autres familles, ou on prend des pensionnaires. Dans le logement de quatre pièces qu'habite la famille de Mme Caron, on retrouve ainsi sept personnes, dont un pensionnaire.

Chez les Dufort, les parents et les sept enfants se partagent les six pièces de l'appartement. Les chambres à coucher (au nombre de quatre) sont occupées par deux ou trois personnes à la fois. La famille Dipietro vit dans un logement de même taille, mais avec un occupant en moins. A mesure que les enfants se marient et quittent le toit familial, la dimension de l'habitation se réduit: soit qu'on change de logement à l'intérieur du même immeuble, stratégie adoptée par les Dufort, soit, à l'instar des Dipietro, qu'on déménage ailleurs dans une autre rue. Il n'est pas possible de déterminer avec précision si ces déplacements s'effectuent dans le même quartier, les limites de ce dernier changeant souvent avec les ans, ainsi que les noms et les numéros de rue, mais il nous a semblé qu'on bougeait à l'intérieur d'un rayon géographique restreint. (Voir l'Annexe II pour les numéros civiques.)

Les Dufort et les Dipietro accèdent à la propriété respectivement dans les années 10 et 20. Ils habitent des logements situés à l'intérieur d'immeubles de trois étages qui leur appartiennent. M. Dufort possède vingt et un logements, et M. Dipietro est propriétaire de neuf logis. Durant la crise des années 30, ce dernier vend son immeuble et devient simple

locataire. Puis, au début des années 40, il se construit un bungalow à Longueuil. De son côté, M. Dufort à la faveur de la Dépression perd l'un de ses trois immeubles.

Le confort de l'habitation des Dipietro et des Dufort est illustré par la présence dès les années 10 de toilettes intérieures, d'un bain, de l'eau courante et de l'eau chaude, alors qu'encore en 1939, la pauvreté est si grande qu'un nombre considérable de logements à Montréal sont sans bain (car c'est plus cher avec cette facilité<sup>4</sup>), sans eau chaude, et sans électricité<sup>5</sup>. Les premières années de son mariage, Mme Dipietro avait ainsi un bain et l'électricité, mais pas l'eau chaude.

#### b) Santé et hygiène publique

A Montréal, la mortalité infantile atteint des proportions inquiétantes. Au début du siècle plus du quart des enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge d'un an<sup>6</sup>. Entre 1901 et 1929, de 12,6 à 17% de tous les décès au Québec sont attribuables à la mortalité infantile<sup>7</sup>. La mère de Mme Dufort voit ainsi deux de ses bébés mourir à l'âge de quelques mois.

Selon l'historien Terry Copp, la tuberculose constitue le deuxième plus important problème de santé publique pour la période 1897 à 1929. Entre le début du siècle et la

première guerre mondiale, deux des oncles paternels de Mme Dufort en sont ainsi victimes: "Son premier garçon [à grand-mère] y a arrivé [des chantiers] avec la consommation, y l'a donnée à son autre garçon, en-dedans d'un mois j'pense, ou deux mois, y a deux garçons qui sont morts" <sup>8</sup>. La surpopulation des quartiers ouvriers fait de ces derniers des foyers de propagation idéaux pour les maladies contagieuses. De même, l'insalubrité de certaines usines est à la base d'un taux élevé de tuberculose parmi les travailleurs et les travailleuses<sup>9</sup>.

Dans son livre *The Anatomy of Poverty*, Terry Copp remarque: "The high death rate among workers created another class of the disadvantaged — widows and orphans" <sup>10</sup>. Outre les travaux de Bettina Bradbury<sup>11</sup> (qui portent sur le 19ème siècle), nous possédons peu de données sur ce sous-groupe de la classe ouvrière. Nos recherches auprès de Mme Caron, dont la mère a connu le veuvage entre 1925 et 1973, laissent cependant entrevoir que la condition de veuve dans les premières décennies du 20ème siècle présente de grandes ressemblances avec celle du 19ème.

Ainsi sa mère dut-elle avoir recours, dans les années 20 et 30, à l'aide de la parenté après la mort de son mari. Ce dernier travaillait dans la charcuterie, à l'usine de Canada Packers de Pointe Saint-Charles, où les variations extrêmes de température provoquèrent en 1925 la tuberculose qui devait l'emporter. Il n'avait alors que 26 ans, et sa femme se retrouvait à 19 ans, veuve avec quatre enfants, dont l'âge variait de 2 à 4 ans. Notre informatrice fut donc élevée par sa grand-mère, devenue veuve presque en même temps que



sa fille. “On était tellement pauvre”, se souvient Mme Caron, “qu’on a été obligé d’aller rester chez un frère à maman” <sup>12</sup>. Ce dernier avait lui-même quatre enfants, ce qui faisait douze personnes dans le petit quatre pièces.

Vers 1928, la mère de Mme Caron se trouve un emploi, et elle quitte alors le logement de son frère, et installe ses enfants et sa mère dans un nouvel appartement. Mais la survie économique de la famille demeure précaire. Son salaire de serveuse est si bas — les pourboires étant censés combler le manque à gagner — que certains mois elle ne peut payer le compte d’électricité, ou la facture de charbon. Comme l’a noté Bettina Bradbury, “for women, loss of a spouse was usually followed by years of struggle to bring up a family alone” <sup>13</sup>.

La mère de Mme Caron travaillait six jours par semaine, dix heures par jour, en plus des heures supplémentaires le soir. Elle fait donc partie de cette minorité de femmes mariées qui durent occuper un emploi, parce qu’elles devaient assurer la survie de leurs familles. A Montréal, en 1931, les veuves et les femmes mariées forment en effet 12% de la main-d’œuvre féminine<sup>14</sup>. Son expérience montre bien la vulnérabilité des familles ouvrières devant la mort, et la difficulté pour une femme d’élever une famille avec son seul salaire, déjà réduit de moitié par rapport à celui d’un homme. Elle illustre aussi la chance d’avoir une mère pour s’occuper de la maison et des enfants.

## **2. Structures familiales et éducation en milieu ouvrier urbain**

Selon Lamonde, Ferretti et Leblanc, la famille est la cellule de base en milieu ouvrier<sup>15</sup>. Nous nous attarderons donc à en décrire la structure, ainsi que l'éducation qui est dispensée en son sein. Nous traiterons ensuite des rapports qu'ont entretenus les enfants ouvriers avec l'école, à travers le taux de scolarisation, le rendement scolaire, et l'assiduité, et ceux entre cette même institution et le marché du travail. Nous étudierons finalement un agent de socialisation important en milieu canadien français: la parenté.

### **a) Types de familles ouvrières urbaines**

Les recherches de Nicole Gagnon dans les années 60 ont identifié deux types de familles ouvrières urbaines: celles dites à structure matriarcale, et celles dites à structure de compagnonnage<sup>16</sup>. Cette dernière apparaît plus tard dans le temps et est encore peu fréquente au milieu des années 60. La famille à organisation matriarcale est, elle, associée à un niveau de vie plus bas. Elle se caractérise par une division sexuelle traditionnelle du travail et du pouvoir, où l'homme-pourvoyeur détient l'autorité sociale et la femme-ménagère domine la famille. Or, comme Renée Dandurand, nous préférons parler de matricentrisme<sup>17</sup> pour désigner cette prépondérance exclusivement domestique des mères.

Une fois mariée, la mère de Mme Dufort n'a donc pas d'emploi rémunéré: "Elle avait assez de voir à ses enfants" <sup>18</sup>, nous a dit sa fille. Mais comme l'ont noté Denise Lemieux et Lucie Mercier, "l'enfant qui naît est pris en charge par tout l'environnement familial" <sup>19</sup>. Ainsi, sa mère ayant eu quatre bébés, dont deux jumelles, en l'espace de vingt-sept mois (soit du 4 décembre 1905 au 31 mars 1908), l'aînée des enfants Dufort était allée rester chez la grand-mère paternelle, et n'avait réintégré la famille qu'à l'âge de 15 ans, suite au décès de l'aïeule. Une tante maternelle était également venue prêter main-forte les premières années, en attendant que les filles aînées soient assez vieilles pour s'occuper des plus jeunes.

En entrevue, les benjamines Dufort ont en effet reconnu l'apport de leurs soeurs aînées à leur éducation: "Si on faisait des choses qui étaient pas correctes les plus vieilles nous reprenaient. Elles nous élevaient presque" <sup>20</sup>. A l'instar de Bettina Bradbury, nous pouvons dire que l'aide domestique des filles était essentielle à la mère, et qu'elle représentait une contribution importante à l'économie familiale.

Au cours des années 20 et 30, la famille Dufort a aussi recours à une communauté religieuse cloîtrée pour effectuer une partie du lavage et du repassage de la maisonnée: "Nous allions porter notre linge au parloir. Les grandes nappes de môman, pis les chemises de pôpa, les religieuses mettaient ça très blanc" <sup>21</sup>, se souviennent les soeurs Dufort. De même que Denise Lemieux et Lucie Mercier, nous avons noté l'utilisation du pensionnat

pour faire face aux difficultés temporaires du cycle de vie familiale. En 1919, à l'occasion de la naissance d'une des cadettes, les aînées furent ainsi envoyées pensionnaires. Mais Mme Dufort étant parmi les plus jeunes, ses parents n'eurent pas à la mettre au pensionnat, puisqu'ils pouvaient alors compter sur l'aide des plus vieilles pour s'en occuper.

En tant que fille et aînée, Mme Dipietro est donc tôt socialisée aux travaux domestiques:

Etant la plus vieille, moi j'avais pas l'avantage de jouer comme les [plus] jeunes, parce que en arrivant de l'école fallait que j'aide à ma mère. Quand j'venais dîner à l'heure du midi, des fois il fallait laver la vaisselle avant de partir. Maman lavait [du linge], il fallait lui donner une chance, pour avoir soin du bébé, la dernière, qui était petite à ce moment-là<sup>22</sup>.

Contrairement à deux de ses soeurs, elle ne sera jamais envoyée pensionnaire, sa mère ayant probablement trop besoin d'aide. Cette dernière avait également recours aux services d'une couturière: "Maman achetait le matériel à la pièce, pis la couturière venait coudre chez nous"<sup>23</sup>, se souvient Mme Dipietro.

La société québécoise en cette première moitié du 20ème siècle est une société à dominante cléricale qui repose sur une stricte hiérarchie des classes et des sexes. Mme Dufort se souvient:

J'étais mariée dans l'temps, mon beau-frère a été reçu prêtre, et jamais qu'il se serait assis en avant dans une auto avec moi. Ou bien assis en arrière à côté, non, fallait pas. Parce que les prêtres se mêlaient pas tellement au monde, on les considérait beaucoup plus haut que nous autres. Et puis ils s'approchaient pas tellement des jeunes filles<sup>24</sup>.

Le corporatisme qui jouit alors de l'appui officiel du Saint-Siège met en effet de l'avant un modèle de société fortement structurée, dont le principe organisateur est l'autorité<sup>25</sup>.

La famille en conjugaison avec l'Eglise et l'école se chargent donc d'inculquer à l'enfant le respect de la hiérarchie sociale. "Fallait être très poli pour les adultes", se rappelle Mme Dufort, "puis lorsque quelqu'un arrivait se lever, et avoir toutes sortes de manières à l'égard des personnes âgées, et à l'égard de tous les gens plus hauts que nous. Les religieuses [nous] donnaient toute une formation" <sup>26</sup>. Les méthodes d'éducation sont autoritaires afin d'assurer l'ordre et la discipline. "Ma grand-mère, quand il venait de la visite, nous disait: 'parlez pas là'. On pouvait pas se mêler à la conversation des grands"<sup>27</sup>, se souvient Mme Caron. La mère de Mme Dufort était également sévère: "Fallait pas rire à la table, fallait faire attention. On avait toujours les mêmes places" <sup>28</sup>, se rappelle sa fille.

Un tel contexte d'autorité et de séparation des tâches ne favorise pas les relations familiales, conclut Jocelyne Valois dans son étude sur la communication et les relations interpersonnelles dans les familles ouvrières urbaines<sup>29</sup>. Mme Caron grandit ainsi entre une mère dont le temps et l'énergie passaient à assurer la survie de la famille, et une grand-mère trop âgée et épuisée pour vraiment établir de bonnes relations avec les enfants dont elle avait la charge. Aussi Mme Caron fut-elle, selon ses propres mots, "élevée à coups de bâton et de strappe" <sup>30</sup>. C'est à l'adolescence surtout qu'elle ressent le plus vivement l'absence de sa mère: "On avait un grand besoin de nous confier à elle, [mais] ma mère

n'avait pas le temps de nous écouter" <sup>31</sup>, se rappelle douloureusement Mme Caron. L'enfance et l'adolescence de cette dernière se sont donc déroulées dans un grand dénuement affectif.

Renée Dandurand, de son côté, a montré comment les facteurs de tension conjugale que nous révèle l'analyse du matériel ethno-sociographique des années 60, deviendront les motifs de rupture des années 70. Elle s'interroge sur la nouveauté du phénomène. "Se pourrait-il", écrit-elle, que "cette misère domestique aurait plus ou moins existé de façon occulte depuis des décennies, objet de silence pudique dans la société civile et de chuchotement dans le secret du confessionnal, du bureau du médecin, des cuisines féminines ou des tavernes masculines?" <sup>32</sup>. Mme Caron témoigne en ce sens: "Mon grand-père et ma grand-mère ça allait pas bien ensemble, ils se pognaient souvent" <sup>33</sup>. Les entrevues effectuées par l'équipe de chercheurs de la Maison du Fier-Monde auprès de 32 femmes du quartier ouvrier Centre-Sud mentionnent la difficulté de vivre en couple<sup>34</sup>, mais nous ignorons dans quelle proportion la situation prévaut.

On peut également se demander si la surpopulation des logements ouvriers et le manque d'intimité qu'elle engendre, combinés aux conditions de travail stressantes des travailleurs/euses ne mettent pas aussi à rude épreuve les relations interpersonnelles à l'intérieur de la famille. "Je me suis réveillée souvent [la] nuit avec des chicanes entre ma mère et ma grand-mère" <sup>35</sup>, se souvient Mme Caron. L'aïeule aurait voulu ne pas avoir à

élever les enfants de sa fille, et cette dernière aurait préféré ne pas être obligée de gagner sa vie. Mais ni l'une ni l'autre ne pouvait remédier à leur insatisfaction. Seul le remariage de la fille aurait pu modifier la situation. Or, selon Mme Caron, les chances de sa mère étaient presque nulles:

Les jeunes garçons de l'âge de maman, disons 22-23-25 ans, ils lui faisaient de l'oeil, c'est sûr, mais quand elle disait je suis veuve avec quatre enfants, ils prenaient la poudre d'escampette. Elle a sorti avec un garçon qui aurait été prêt à [la] marier, mais il faisait pas de salaire pour faire vivre une femme pis quatre enfants<sup>36</sup>.

Les relations familiales en milieu ouvrier seraient-elles caractérisées par la violence et/ou l'alcoolisme? Selon un témoin de la période à l'étude, bien des salaires s'engouffrent à la taverne<sup>37</sup>. Il en existe une à presque tous les coins de rue, selon Terry Copp<sup>38</sup>. Nous ne possédons aucun chiffre permettant d'établir l'ampleur du phénomène, mais dans les années 20, Mme Caron se rappelle avoir habité brièvement avec un oncle alcoolique qui battait sa femme et ses enfants. Oscar Lewis a déjà identifié la violence familiale comme un des traits culturels de la pauvreté<sup>39</sup>.

b) **Assiduité, rendement scolaire et taux de scolarisation**

Comme nous venons de le voir, la vie en milieu ouvrier urbain n'est guère aisée en cette première moitié de siècle. Les rapports entre l'école et la classe ouvrière seront donc fortement influencés par ces difficiles conditions de vie des familles ouvrières.

Les auteurs de *L'histoire du Québec contemporain* rappellent ainsi que durant la Crise, "plusieurs parents éprouvent des difficultés à payer les frais de scolarité, les livres, les chaussures, les vêtements, une alimentation suffisante et des soins de santé adéquats qui permettraient aux enfants de fréquenter l'école de façon assidue" <sup>40</sup>. La pauvreté contraint aussi les familles ouvrières à des déménagements multiples qui obligent l'enfant à s'absenter de l'école. Cette fréquentation irrégulière fait qu'un nombre important d'enfants ouvriers "doublent". En 1919, par exemple, 35% des élèves du district est de Montréal (qui abrite les quartiers ouvriers) échouent leurs cours<sup>41</sup>.

A la fin des années 20, Mme Caron recommence ainsi trois fois sa 2ème année. Les déménagements fréquents, les chicanes familiales, et le manque d'argent de sa famille ne sont pas étrangers à ses difficultés scolaires. "Nous autres on avait bien des problèmes, on avait pas de père, pis c'est ma grand-mère qui nous élevait, et elle était pas toujours patiente, ça fait qu'on mangeait souvent des fessées" <sup>42</sup>, nous a confié celle-ci. De même, ses vêtements de seconde main lui valent à l'occasion la moquerie de fillettes plus riches:



"Les p'tites filles nous criaient qu'on avait des robes de parapluie. C'est méchant des enfants" <sup>43</sup>.

De la même façon, Mme Dufort dans les années 20 double au moins une fois durant sa scolarité. "Ils étaient beaucoup plus sévères qu'aujourd'hui", se souvient-elle, "les cartes géographiques fallait les dessiner très, très bien, le catéchisme, la grammaire, toute par coeur, on avait beaucoup de choses à apprendre" <sup>44</sup>. Sa mère n'étant pas en faveur des études, elle se désintéressait de l'instruction de sa fille, et Mme Dufort devait donc signer elle-même ses bulletins scolaires, en imitant la signature de sa mère. Lucia Ferretti et Daniel Leblanc ont aussi relevé, dans leur étude sur une paroisse ouvrière montréalaise, ce manque d'intérêt des parents ouvriers face aux études de leurs enfants<sup>45</sup>. "Dans ce temps-là, [pour] les parents, c'était pas nécessaire que les enfants continuent [pour] avoir une profession" <sup>46</sup>, nous a affirmé Mme Dufort. A Montréal, en 1916-1917, seuls 6,7% des élèves des écoles catholiques se rendent jusqu'à la 6ème année<sup>47</sup>. Une décennie plus tard 94% des enfants quittent l'école après le cours primaire<sup>48</sup>. Mmes Dufort et Dipietro interrompent ainsi leurs études après une 5ème année, alors que dans les années 30, Mme Caron termine avec une 6ème.

Denise Lemieux et Lucie Mercier ont observé que

"les décisions des parents jouent un rôle majeur dans l'attribution de tâches qui conduisent certains enfants à s'instruire, d'autres à travailler plus intensément au sein de la famille ou à l'extérieur pour un salaire. En particulier, la mère semble assurer, dans plusieurs familles, l'orchestration des activités et des départs à des fins d'étude ou de travail" <sup>49</sup>.

En 1935, une des sœurs cadettes de Mme Dufort se souvient avoir dû interrompre sa scolarité après une 9ème année: "J'aurais voulu continuer, parce que j'avais fait une enseignante, [mais] mon père a dit: 'à 16 ans, là, il est temps que t'arrêtes'<sup>50</sup>. La famille est donc bien, comme l'ont remarqué Lamonde, Ferretti et Leblanc, "le milieu des dépendances qui permettent et limitent l'instruction" <sup>51</sup>.

c) **Rapports entre l'école, le marché du travail, et la famille**

Avec leur faible taux de scolarisation, les jeunes filles ouvrières ont un accès limité au marché du travail. Elles sont concentrées dans quelques ghettos d'emplois: les manufactures, le travail de bureau, et les services (comme domestiques surtout). Ces secteurs sont reconnus pour leurs bas salaires et leurs mauvaises conditions de travail (longues heures, rythmes de productivité élevés, harcèlement sexuel, surveillance patronale, etc.). Vers 1937-38, alors âgée de 15-16 ans, Mme Caron s'engage ainsi comme aide familiale dans des maisons privées. Elle travaille ensuite dans diverses manufactures de boîtes, avant de s'engager dans les usines de guerre. Le conflit terminé, elle devient opératrice dans la fourrure. Elle remet presque la totalité de ses gages à sa mère, pour l'aider à payer les dépenses de la maison.

Gail Cuthbert Brandt qui a étudié le cycle de vie de 35 travailleuses du textile à Valleyfield entre 1910 et 1950, a constaté qu'avant 1930 il n'était pas inhabituel pour les parents ouvriers d'envoyer leurs filles sur le marché du travail à l'âge de 13-14 ans. "Few exercised any personal influence over the decision" écrit-elle, "it was made for them by their parents" <sup>52</sup>. En 1922, l'une des soeurs aînées de Mme Dufort commence ainsi à travailler en usine à l'âge de 14 ans. Nous ignorons toutefois le rôle des parents dans cet état de fait.

Ces jeunes travailleuses disposent en effet de peu d'autonomie personnelle: non seulement, à l'instar de Mme Caron, elles doivent remettre leurs gages à leurs parents, mais elles travaillent souvent dans le même département qu'un autre membre de la parenté, qui est alors chargé d'exercer une "surveillance protectrice" face à sa parente. La cadette Dufort change ainsi d'usine à la suggestion de l'une de ses soeurs aînées: "Franchement, tu travailles trop fort là-bas, viens-t-en avec moi préparer des commandes de chemises, ça sera plus facile" <sup>53</sup>, lui avait dit cette dernière. Gail Cuthbert Brandt a donc fait remarquer avec justesse que "while family ties facilitated the entry of young women into the cotton industry, they also impeded the development of personal independence" <sup>54</sup>.

Les soeurs Dufort ne remettaient toutefois pas leurs gages à leurs parents: "Notre père nous demandait pas de payer pension. [Il] nous laissait toute notre argent, on faisait qu'est-ce qu'on voulait avec" <sup>55</sup>, nous ont affirmé ces dernières. Mais leur mère exigeait

qu'elles travaillent à proximité de la maison: "Moman ne voulait pas qu'on aille plus loin que dans l'entourage ici" <sup>56</sup>, se souviennent-elles.

Les célibataires constituent alors la majorité des travailleuses salariées, peu d'entre elles demeurant au travail après le mariage. "A job was so clearly a life-cycle stage for most women" a constaté Bettina Bradbury<sup>57</sup>. Avant leur mariage, respectivement en 1903 et 1909, la mère de Mme Dufort travaille ainsi dans une manufacture de linge, et celle de Mme Dipietro dans une usine de chaussures.

La majorité des ouvrières ne quittent le toit parental qu'au moment de leur mariage. L'obligation d'aider financièrement leur famille a pour effet de retarder ce dernier, et l'âge moyen à celui-ci est, avant 1940, de 25 ans. Durant les deux décennies suivantes, il baisse à 21 ans. C'est que, note Gail Cuthbert Brandt,

"given the fact that a large proportion of female operatives married men who were also employed at the mills [prior to 1930 in a proportion of 66% and in the 30s and 40s, in a proportion of 44%], the age at marriage may also have been influenced by the degree of difficulty the men experienced in setting up their own households" <sup>58</sup>.

En 1942, la soeur aînée de Mme Dufort épouse ainsi un ouvrier du Canadien Pacifique. Elle a alors 34 ans. Elle nous a affirmé avoir sorti avec d'autres garçons avant, mais, "pendant ce temps-là y avait pas d'ouvrage" <sup>59</sup>, se souvient-elle. A la veille du krach économique de 1929, elle est en effet âgée de 20 ans.

Jusqu'aux années 40, ces travailleuses avaient souvent au moment de leur mariage quinze ans d'expérience sur le marché du travail. La soeur de Mme Dufort a travaillé vingt ans en usine avant de se marier. C'est après presque dix ans de travail en usine que Mme Caron, elle, épouse en 1947, à l'âge de 25 ans, un tailleur de fourrures. Ce dernier, issu d'une famille de petit commerçant, représente pour elle une chance de promotion sociale. Elle était auparavant sortie avec un ouvrier, mais celui-ci buvait et ne gardait pas ses emplois. Son futur, au contraire, travaillait à la même place depuis longtemps, ne buvait pas, avait toujours de l'argent dans ses poches, et aucune dette. "J'avais un avenir avec lui"<sup>60</sup>, confiait-elle en entrevue. Son mariage lui assure ainsi une aisance matérielle inconnue jusque-là. Mais dans une société où la misère est perçue comme une tare individuelle, ses beaux-parents lui font sentir l'infériorité de son origine sociale.

#### d) Familles et parenté

A l'instar de la cadette Dufort, la plupart des interviewées de Brandt sont entrées à l'usine par l'intermédiaire de parents et d'amis qui y travaillaient déjà. La parenté constitue en effet un réseau d'entraide important dans la société québécoise d'alors. La mère de Mme Dufort reçoit ainsi des mains du mari de sa belle-soeur des laissez-passer pour le théâtre, et elle-même garde son neveu trois ans, la femme de son frère étant décédée. "Mon père, mon fils était jeune, il venait le chercher pour sortir, pour l'emmener au marché, [puis] il

me laissait des légumes, des p'tits paniers de toutes sortes de choses, ou ben des fois il venait me pousser un p'tit bill" <sup>61</sup>, se souvient Mme Dipietro.

Les recherches de sociologues comme Andrée Fortin, Chantal Collard, Andrée Roberge<sup>62</sup>, montrent que les femmes jouent un rôle plus actif que les hommes dans les relations avec la parenté. A l'intérieur de ce réseau, elles privilégient les rapports avec les autres femmes, mère, soeur, fille, belle-soeur, s'en sentant plus près que des hommes de leur famille. En entrevue, nos informatrices mentionnent ainsi plus fréquemment leurs parentes que leurs parents.

D'autant plus que pour les femmes, les fréquentations familiales sont souvent les seules après le mariage. Pour cette raison, la proximité géographique de la famille est plus importante pour elles que pour les hommes. "Une fois mariée j'ai pas gardé beaucoup d'amies. J'restais avec mon mari et ma famille" <sup>63</sup>, nous a confié Mme Dufort. C'était d'ailleurs chez elle que ses soeurs et leurs familles convergeaient le dimanche.

Dans une enquête récente, Andrée Roberge estime que les réseaux d'entraide familiaux que gèrent les femmes font circuler de 10% à 20% du revenu annuel des partenaires échangistes<sup>64</sup>. Selon Bettina Bradbury, cette situation n'est pas nouvelle: "The informal economy was part of the lived past of the working-class" <sup>65</sup>, affirme-t-elle. Cet aspect de la survie économique des familles ouvrières a cependant bénéficié de peu

d'attention de la part des historiennes et historiens. Pourtant, vu la pauvreté des ménages ouvriers et l'absence de sécurité sociale, on ne saurait sous-estimer l'importance de cet apport de l'économie informelle à la survie des familles. Nous n'avons pas interrogé nos informatrices sur la question, mais Mme Caron a mentionné que sa famille recevait des vêtements usagés de la part d'un de ses oncles.

La parenté est ainsi un agent de socialisation au même titre que la famille, l'école ou le milieu de travail. De l'enfance à l'âge adulte, l'individu évolue en son sein: "Rares sont les familles qui n'entretiennent pas de fortes relations de parenté" <sup>66</sup>, écrit Nicole Gagnon. Elle représente, avec la famille, le groupe social auquel la famille ouvrière canadienne française est le plus ouvert. La mère de Mme Dufort visitait ainsi annuellement sa parenté de la région de Québec. Quant au père de notre informatrice, il lui parlait souvent de l'histoire de sa famille: "L'histoire des Dufort, c'était sacré pour lui. Il nous parlait de ses parents, de ses arrière-grands-parents. Il était attaché à ses cousines, aux parents qui pouvaient lui rester. Il était fier de son nom" <sup>67</sup>, se souvient sa fille.

Outre les grands-parents, ce sont les frères et soeurs de la mère et du père qu'on voit le plus souvent. "Le dimanche la maison était pleine de visite", se rappelle Mme Dufort, "les mon oncle, les ma tante, c'était chez-nous" <sup>68</sup>. La parenté se confond d'ailleurs avec le voisinage: "Mes parents demeuraient tous dans le même arrondissement, c'était facile de s'voisiner les uns les autres" <sup>69</sup>, se souvient encore Mme Dufort. Quant aux grands-

parents maternels de Mme Dipietro, ils habitent pendant quelques années le même immeuble que cette dernière.

Outre la parenté, la famille, l'école, et le milieu de travail, l'Eglise a joué un rôle dans la socialisation des ouvrières et des ouvriers. Nous tenterons donc au chapitre suivant d'évaluer la nature et l'étendue de son influence en milieu urbain populaire.



## NOTES

<sup>1</sup> Collectif Clio, *op. cit.*, p.265. Encore en 1961, le 1/4 de la population non-agricole vit sous le seuil de la pauvreté (Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain.*, Tome 2, Montréal, Boréal Express, 1986, p.303.)

<sup>2</sup> Linteau et al., *op. cit.*, Tome 2, p.76.

<sup>3</sup> Terry Copp, *op. cit.*, p.70.

<sup>4</sup> Marc H. Chocko, *Crises du logement à Montréal (1860-1939)*, Montréal, Ed. coopératives Albert Saint-Martin, 1980, cité par Ghyslain Murray, "La gymnastique, la milice, les corps de cadets", in *Le faubourg à m'lasse.*, p.39.

<sup>5</sup> Atelier d'histoire Hochelaga-Maisonneuve, *L'histoire du logement ouvrier à Hochelaga-Maisonneuve*, Montréal, Les Presses solidaires Inc., 1980, p.25, cité par Louise Vandelac et Diane Bélisle, *Les dessous domestiques de l'histoire...Quelques aspects de l'évolution de la production domestique au Québec de 1850 à 1960*, Québec, Conseil du Statut de la Femme, 1983, p.75.

<sup>6</sup> Linteau et al., *op. cit.*, tome 1, p.37.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.36.

<sup>8</sup> Entrevue #4 avec Mme Dufort, p.36. Selon Linteau et al., en 1921, dans le quartier ouvrier de St-Denis, le taux de mortalité dû à la tuberculose est de 202 pour 100,000 habitants (tome 1, p.36).

<sup>9</sup> Nadia Fahmy-Eid et Lucie Piché, *Si le travail m'était conté...autrement. Les travailleuses de la CTCC-CSN: Quelques fragments d'histoire 1921-1976*, Montréal, CSN, 1987, p.32.

<sup>10</sup> Terry Copp, *op.cit.*, p.106.

<sup>11</sup> Bettina Bradbury, *op. cit.*, 1982.

<sup>12</sup> Entrevue #1 avec Mme Caron, p.3.

<sup>13</sup> Bettina Bradbury, *op. cit.*, 1982, p.119.

<sup>14</sup> Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, "Ouvrières et travailleuses montréalaises, 1900-1940", in Yolande Pinard et Marie Lavigne (dir.), *op. cit.*, p.392.

<sup>15</sup> Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920): bilan historiographique*, Québec, IQRC, 1982, p.75.

<sup>16</sup> Nicole Gagnon, *La famille ouvrière urbaine*, Département de sociologie et d'anthropologie, Université Laval, 1964, dactylographié.

<sup>17</sup> Renée Dandurand, "Les dissolutions matrimoniales, un phénomène latent dans le Québec des années 60", in Parentés au Québec. *Anthropologie et sociétés*, 1985, vol.9, no 3, p.107.

<sup>18</sup> Entrevue #2 avec Mme Dufort, p.1.

<sup>19</sup> Denise Lemieux et Lucie Mercier, "Familles et destins féminins. Le prisme de la mémoire, 1880-1940", *Recherches sociographiques*, 1987, vol. XXVIII, no 2-3, p.267. Voir aussi le livre des auteures, *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*, Québec, Institut Québécois de Recherche sur la Culture, 1989, 398 p.

<sup>20</sup> Entrevue #5 avec Mme Dufort, p.5.

<sup>21</sup> Entrevue #1 avec Mme Dufort, p.19.

<sup>22</sup> Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps, p.8, et entrevue #2, p.65.

<sup>23</sup> Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps, p.16.

<sup>24</sup> Entrevue #2 avec Mme Dufort, p.16-17.

<sup>25</sup> Dans les années 30 naît au sein des milieux catholiques un courant réformiste minoritaire qui cherche à adapter la pensée et l'action religieuses aux réalités contemporaines. Mais s'il critique le conservatisme ambiant, il ne remet pas en question l'autorité cléricale. Il faut attendre les années 60 pour une telle contestation.

Ce courant réformiste s'incarne dans les mouvements de l'Action catholique et ne connaît un essor véritable qu'après la deuxième guerre mondiale. Il touche surtout les jeunes, spécialement ceux/celles issu/es des collèges classiques. A ce sujet voir Linteau et al., *op. cit.*, tome 2, p.112-113 pour la période de 1939 à 1945, et p.311 à 315 pour les années 1945 à 1960.

- <sup>26</sup> Entrevue #2 avec Mme Dufort, p.16.
- <sup>27</sup> Entrevue #1 avec Mme Caron, p.10.
- <sup>28</sup> Entrevue #1 avec Mme Dufort, p.31.
- <sup>29</sup> Jocelyne Valois, *Communication et relations interpersonnelles dans les familles d'un quartier ouvrier (St-Sauveur, Québec)*, Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Laval, 1966, p.109.
- <sup>30</sup> Entrevue #1 avec Mme Caron, p.3.
- <sup>31</sup> *Ibid.*, p.8-9.
- <sup>32</sup> Renée Dandurand, *op. cit.*, p.101.
- <sup>33</sup> Entrevue #1 avec Mme Caron, p.19.
- <sup>34</sup> *Entre l'usine et la cuisine*, p.12.
- <sup>35</sup> Entrevue #1 avec Mme Caron, p.18.
- <sup>36</sup> *Ibid.*, p.6.
- <sup>37</sup> Léa Roback citée par le Collectif Clio, *op. cit.*, p.267.
- <sup>38</sup> Terry Copp, *op. cit.*, p.19.
- <sup>39</sup> Oscar Lewis, *op. cit.*, cité par Marie Letellier, *On n'est pas des trous-de-cul*, Montréal, Parti-Pris, 1971, p.210-211.
- <sup>40</sup> Linteau et al., *op. cit.*, tome 2, p.94.
- <sup>41</sup> Jean-Claude Lecompte, "Une belle thèse sur les départs prématurés entre 1911-1921", in *Le faubourg à m'lasse*, p.32.
- <sup>42</sup> Entrevue #1 avec Mme Caron, p.30.
- <sup>43</sup> *Ibid.*, p.25.
- <sup>44</sup> Entrevue #2 avec Mme Dufort, p.24.

<sup>45</sup> Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *Cadre religieux et univers culturel dans une paroisse montréalaise: Sainte-Brigide, 1880-1914*, thèse de maîtrise, UQAM, 1982, p.229.

<sup>46</sup> Entrevue #2 avec Mme Dufort, p.10.

<sup>47</sup> Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid (dir.), *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, Montréal, Boréal Express, 1986, p.39.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p.30.

<sup>49</sup> Denise Lemieux et Lucie Mercier, "Familles et destins féminins [...]", p.259.

<sup>50</sup> Entrevue #4 avec Mme Dufort, p.15.

<sup>51</sup> Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *op. cit.*, p.83.

<sup>52</sup> Gail Cuthbert Brandt, *op. cit.*, p.165.

<sup>53</sup> Entrevue #1 avec Mme Dufort, p.12.

<sup>54</sup> Gail Cuthbert Brandt, *op. cit.*, p.165.

<sup>55</sup> Entrevue #1 avec Mme Dufort, p.12 et entrevue #4, p.18.

<sup>56</sup> Entrevue #1 avec Mme Dufort, p.12.

<sup>57</sup> Bettina Bradbury, *op. cit.*, 1987, p.24.

<sup>58</sup> Gail Cuthbert Brandt, *op. cit.*, p.166 et 173.

<sup>59</sup> Entrevue #4 avec Mme Dufort, p.56.

<sup>60</sup> Entrevue #2 avec Mme Caron, cassette 1, face A.

<sup>61</sup> Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps, p.12.

<sup>62</sup> Chantal Collard, "Parenté et communauté à Rivière-Frémotte, 1880-1960", Andrée Roberge, "Réseaux d'échange et parenté inconsciente" in *Anthropologie et sociétés*, 1985, volume 9, numéro 3, et Andrée Fortin, "La famille ouvrière d'autrefois", *Recherches sociographiques*, 1987, vol. XXVIII, no 2-3, p.273-294.

<sup>63</sup> Entrevue #6 avec Mme Dufort, p.33.

<sup>64</sup> Andrée Roberge, *op. cit.*, p.6.

<sup>65</sup> Bettina Bradbury, *op. cit.* 1987, p.38.

<sup>66</sup> Nicole Gagnon, *op. cit.*, p.3.

<sup>67</sup> Entrevue #3 avec Mme Dufort, p.16 et 27-28.

<sup>68</sup> Entrevue #3 avec Mme Dufort, p.25, et entrevue #4, p.90.

<sup>69</sup> Entrevue #2 avec Mme Dufort, p.4.

## Troisième chapitre

### L'EGLISE QUEBÉCOISE EN MILIEU OUVRIER URBAIN (1900-1950)

Les recherches effectuées dans les années 60 par Nicole Gagnon<sup>1</sup> et Colette Moreux<sup>2</sup> en milieu urbain et semi-urbain laissent entrevoir qu'on a peut-être surestimé la religiosité des générations précédentes. Les interviewées de l'une et de l'autre chercheuse ont exprimé des réserves face à l'idéologie religieuse<sup>3</sup>. De même, dans leur étude sur une paroisse ouvrière montréalaise entre 1880 et 1914, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc remarquent: "Les paroissiens ont accepté et adopté certaines pratiques culturelles privilégiées par le clergé, mais ils en ont systématiquement rejeté quelques autres" <sup>4</sup>. Les parents de nos informatrices étant issus de cette génération, nous chercherons à cerner leur univers religieux, ainsi que celui de leurs enfants. Mais d'abord nous étudierons, à travers quelques ouvrages de morale, l'enseignement de l'Eglise d'ici en matière de sexualité, afin de le confronter au vécu de nos interviewées entre 1900 et 1950.

#### 1. Morale sexuelle catholique

Dans sa thèse de maîtrise sur la pédagogie du sexe, Gaston Desjardins a noté qu'entre 1930 et 1960 l'Eglise québécoise "faisait flèche de tout bois pour contrer les tendances nouvelles à la valorisation des corps et du plaisir qui venaient jeter le doute sur

la pertinence de [son] enseignement”<sup>5</sup>. Nous avons étudié six ouvrages issus de cette contre-propagande catholique<sup>6</sup>. Ils furent publiés à Montréal dans les années 40 et ils sont l’œuvre d’intellectuels cléricaux. Ils reflètent la pensée officielle de l’Eglise québécoise, comme en témoigne l’imprimatur de l’évêque.

Devant l’influence grandissante d’idéologies s’opposant à la doctrine catholique, l’Eglise se retranche dans une attitude défensive. Les auteurs étudiés parlent alors de la “grande lutte moderne contre le christianisme”<sup>7</sup>, et des “ennemis du mariage chrétien”<sup>8</sup>, qui dans la littérature, au cinéma, au théâtre, à la radio, “ridiculisent le mariage et les familles nombreuses”<sup>9</sup>, et font la promotion de l’union libre, de l’adultère, du divorce, de la stérilité, du nudisme, de la sensualité, et du féminisme.

Comme l’ont noté Jean Hamelin et Nicole Gagnon dans leur histoire du catholicisme québécois, “les clercs ressentent que, rejoignant directement la population, les médias court-circuitent la communication sociale qui traditionnellement s’effectuait via les élites. C’est le fondement même de leur pouvoir qui est mis en cause”<sup>10</sup>. Ces chercheurs ajoutent “qu’à partir de 1955, grâce aux mass-média, les voix de la modernité enterrent les voix de l’ordre et du statu quo”<sup>11</sup>.

Les clercs se plaignent donc qu’au cinéma “le corps occupe toute la scène”<sup>12</sup>, et que les modes indécentes (robes refoulées au-dessus des genoux, étoffes transparentes, vêtements

athlétiques, fards, vernis à ongles, sourcils taillés, etc.) "concourent à ôter à la femme sa pudeur et sa réserve, [attributs] qui faisaient sa grandeur" <sup>13</sup>. Ils interdisent la danse, plaisir trop sensuel qui constitue un danger pour la vertu. Le cinéma, les salles de danse, les hôtels et les plages n'étant pas sous la direction de chrétiens, ils recommandent de faire confiance aux jeunes (car on ne peut empêcher jeunes gens et jeunes filles de se rencontrer), mais de "se défier de l'atmosphère qu'ils respirent. Avouons qu'il y a là un danger manifeste auquel ils sont exposés" <sup>14</sup>.

Danger auquel la jeunesse ne croit pas facilement selon les religieux, et quand elle y croit, "elle se persuade qu'elle saura triompher" <sup>15</sup>, sous-estimant ainsi l'attrait du fruit défendu, puisque "plus on boit, plus augmente la soif" <sup>16</sup>. Il faut donc non seulement fuir les tentations, mais "prier le Seigneur de [nous] venir en aide" <sup>17</sup>. Or, la jeunesse échappe de plus en plus à l'Eglise: "Tout le monde le fait" disent les jeunes aux parents et aux prêtres qui les mettent en garde contre les périls moraux, tels le flirt et les tête-à-tête amoureux. Il y a donc beaucoup de laisser-aller dans les relations entre jeunes filles et jeunes hommes, selon les clercs.

Face aux objections des jeunes, l'Eglise maintient une attitude rigoriste. "La jeunesse est donnée non pour jouir en égoïste" leur rappelle-t-elle, "mais pour [se] préparer à la vocation d'époux, de père et de citoyen" <sup>18</sup>. Pour baser son mariage sur du solide et non de l'éphémère, les fréquentations doivent être, selon les clercs, "un temps d'étude du



coeur et de l'esprit de l'autre, et non pas une prise de possession plus ou moins parfaite de son corps" <sup>19</sup>, car l'amour chrétien est bien autre chose que la loi égoïste et capricieuse des désirs. Il se compose en effet de dévouement, de fidélité, d'oubli de soi, de sacrifice, de devoir, de chasteté, de pureté, et finalement de charité, que le *Catéchisme* définit comme "une vertu divine par laquelle nous aimons Dieu par-dessus toutes choses" <sup>20</sup>.

Pour les auteurs étudiés, "le corps [doit] être au service de l'esprit" <sup>21</sup>, et le mariage est d'abord l'union des âmes, des esprits et des coeurs, avant d'être celle des corps. Cette dernière union n'existe que pour favoriser la première. C'est pourquoi la jouissance ne doit pas être recherchée pour elle-même, mais comme moyen d'arriver à l'amour de Dieu, qui, "dans le mariage comme dans tout autre état de la vie, [doit] passer par-dessus tout" <sup>22</sup>. Elle n'est en ce sens qu'une fin secondaire du mariage.

Cette subordination de l'amour conjugal à l'amour divin exige périodiquement le sacrifice des satisfactions de la chair, car le mariage est un sacrement, et comporte à ce titre une certaine dose de mortification. Mais ce besoin de continence, par amour pour le Christ, n'a "pas assez pénétré les âmes des époux chrétiens" <sup>23</sup>, constatent les prêtres. Ils réfutent la croyance populaire qu'une famille est d'autant plus chrétienne qu'elle est nombreuse, car une telle famille "ne suppose-t-elle pas aussi parfois un manque de tempérance et de mortification dans l'usage des jouissances de la vie?" <sup>24</sup>. L'idéal est donc un équilibre entre la continence et la procréation, afin de respecter l'exigence de modération dans le mariage.

Aux yeux des auteurs catholiques, la sexualité a comme fin première la procréation. Ils condamnent donc la contraception, qui prive "l'oeuvre de chair" de ses fruits naturels et légitimes. Ils la dénoncent comme un crime contre la vie, contre l'enfant, contre Dieu, contre la nature, contre le sacrement de mariage et la foi conjugale. Ils rappellent que le pape Pie XI en a interdit l'utilisation dans son encyclique de 1930 *Casti Connubii*, car "les époux généreux n'ont pas à craindre les malheurs dont les théoriciens du Birth Control les menacent. Ils peuvent obéir à la loi divine en toute sécurité. Dieu ne demande rien au-dessus des forces" <sup>25</sup>. Malgré tout, les clercs mentionnent la méthode Ogino-Knauss, mais ils la présentent comme un remède d'exception, une solution-limite: "Des raisons graves sont requises pour justifier la limitation des relations conjugales aux périodes de stérilité. Le recours à la méthode Ogino-Knauss ne devrait se faire que sur prescription d'un prêtre"<sup>26</sup>.

De même, les mères peuvent consulter un prêtre quand "l'attention [des enfants] serait éveillée du côté des mystères de nos origines. Les renseignements donnés seront nécessairement proportionnés à l'âge, au développement intellectuel, [et] à la curiosité en éveil" <sup>27</sup>, écrivent les auteurs. Il importe qu'elles arment leurs enfants "pour la lutte qu'il[s] aur[ont] à livrer contre les tentations charnelles" <sup>28</sup>, en orientant leur cœur vers Dieu. En bonnes chrétiennes, elles doivent "fix[er] les règles de l'amour dans un mariage légitime, enjoignant le plus profond respect pour le sexe qui devient ainsi comme l'instrument

providentiel de cet amour”<sup>29</sup>. Il faut également enseigner aux enfants et aux jeunes le culte du devoir, de la vertu, du bien, la maîtrise de soi, la chasteté, la tempérance, et la pudeur.

Nous traiterons donc en deuxième partie du comportement sexuel de nos informatrices et de l'éducation qu'elles ont reçue en la matière dans leur jeunesse, afin d'établir si durant la première moitié du 20ème siècle elles furent sensibles à la contre-propagande de l'Eglise.

## **2. Prescriptions religieuses et vécu sexuel: continuités et ruptures**

### **a) Contraception et fécondité**

Nous allons d'abord examiner le vécu contraceptif et reproductif de nos interviewées, car plus d'une étude tend à montrer que l'utilisation de la contraception était fréquente, malgré l'opposition de l'Eglise. Les démographes Jacques Henripin et Evelyne Lapierre-Adamcyk ont ainsi estimé que 45% de leurs informatrices nées entre 1911 et 1936 ont utilisé un moyen contraceptif<sup>30</sup>, alors que la sociologue Colette Moreux, a constaté que 50% (15 sur 30) des femmes de son échantillon nées avant 1925 ont pratiqué la contraception<sup>31</sup>. Nées entre 1910 et 1922, nos trois informatrices ont affirmé avoir fait usage d'une méthode contraceptive entre 1935 et 1960.

Selon Jean Hamelin et Nicole Gagnon, le début d'un contrôle des naissances en milieu canadien français ne serait pas antérieur à 1925<sup>32</sup>. A la fin des années 20, la mère de notre interviewée Mme Caron est veuve, et elle devient alors la maîtresse de son patron, un homme marié. Aucun enfant ne naîtra de cette relation. On peut donc supposer que la contraception était une composante de ces amours illicites. Mais quelles autres catégories de femmes utilisent la contraception, et à quelles fins? D'après Jacques Henripin et Evelyne Lapierre-Adamcyk,

certains groupes sont en marge et manifestent depuis de nombreuses générations des attitudes plus réservées à l'égard des enfants: ce sont les anglophones, les femmes instruites, celles dont le mari fait partie de la classe des cadres supérieurs et professions libérales, et celles qui ont toujours habité une grande ville<sup>33</sup>.

Mme Caron, Dufort et Dipietro sont en effet citadines, et leurs maris respectivement fourreur, quincaillier et employé municipal.

Mme Dipietro limite sa fécondité pour des raisons d'abord économiques: "Moi j'me suis mariée en 32, mon mari gagnait pas cher, c'était la Crise" <sup>34</sup>, se rappelle cette dernière. Colette Carisse, qui a étudié des couples s'étant mariés dans les années 50, conclut: "Plus que le modèle culturel de la petite ou la grande famille ce sont les impératifs concrets qui influencent les aspirations personnelles de fécondité et déterminent les couples à régulariser les naissances" <sup>35</sup>. Le mari de Mme Dipietro ne voulait d'ailleurs pas d'enfants au moment de son mariage. Il en avait déjà deux de sa première femme, décédée en couches. C'est donc de concert avec son époux que Mme Dipietro pratique la contraception.

Mme Caron, elle, se sert d'une méthode contraceptive pour espacer les naissances. Celle-ci reposait entièrement sur ses épaules: "L'homme est là pour demander, pis la femme est là pour refuser. Si elle accepte, ben c'est tant pis, c'est elle qui rapporte les paquets. Moi j'avais pas l'intention de ça. Je refusais souvent" <sup>36</sup>. Notre troisième interviewée, elle, a recours à la contraception pour des raisons médicales, son premier accouchement ayant failli lui coûter la vie. "Moi j'étais pas tellement forte, fas que j'en avais parlé au père Leclerc, y m'a dit: 'Employez la méthode Ogino' " <sup>37</sup>, nous a raconté Mme Dufort. A l'instar de celui de Mme Dipietro, son mari coopère bien.

Entre 1935 et 1960, nos trois informatrices ont contrôlé leur fécondité à l'aide de la méthode Ogino-Knauss. Elles ont eu la complicité d'une partie du clergé: "Ça dépendait du prêtre à qui on s'adressait. Les prêtres étaient pas tous pareils" <sup>38</sup>, se souvient Mme Dufort. "Des fois on rencontrait des prêtres à la mode", se rappelle Mme Dipietro, "ils étaient ben faciles, quand même qu'on contait de quoi y faisaient voir qu'ils entendaient rien" <sup>39</sup>. Mais parfois aussi ils n'entendaient que trop bien, comme en témoigne Mme Caron qui, au confessionnal, s'est fait dire: "Un arbre qui rapporte pas de fruits, on le coupe. Vous êtes supposée de rapporter" <sup>40</sup>.

Cette condamnation ne modifie toutefois pas sa pratique contraceptive. Elle nous a expliqué qu'après cet incident, elle s'est tout simplement abstenue de parler de son vécu sexuel à son confesseur. Mme Dipietro, de son côté, a exprimé des réserves face à la

pertinence de se confier à un représentant de l'autre sexe: "Ce prêtre là, là, c't'un homme après tout! Pourquoi l'exciter avec toutes nos affaires? Moi j'dis qu'on les bouleverse, si tu commences à dire que tu couches pas avec ton mari, ou ben tu fais ci, tu fais ça" <sup>41</sup>.

En 1938, sur les ondes radiophoniques de CKAC, l'émission "Le quart d'heure familial" fournissait à l'Eglise l'occasion de faire le point sur la méthode Ogino-Knauss.

En voici un extrait:

Au point de vue moral la méthode ne représente qu'un pis-aller, une solution-limite. Le prêtre pourra la signaler à des époux dans des cas difficiles à régler autrement, mais en prenant soin d'avertir les intéressés que la solution présente n'est que pour eux seuls, qu'ils n'ont pas le droit de la généraliser en la proclamant sur tous les toits. Cette solution ne sera présentée que comme une tolérance motivée par la gravité de la situation, maladie ou danger de mort, mais qui n'infirme en rien les devoirs d'amour intégral, exclusif, altruiste, productif, qu'impose le mariage chrétien<sup>42</sup>.

Dix ans plus tard cet extrait était publié dans un ouvrage destiné aux fiancés et aux époux. Il ne faut guère s'étonner si les informatrices furent blâmées d'utiliser la méthode Ogino-Knauss, puisque deux sur trois n'étaient ni malades, ni en danger de mort. De plus, nous avons demandé à Mme Dufort si on discutait de contraception entre soeurs: "[Elles] nous le disaient, on emploie la méthode Ogino, mais pas plus, parce que... on voulait pas pécher"<sup>43</sup>, nous a précisé cette dernière. Mme Dipietro témoigne dans le même sens: "A ce moment-là, c'tait gênant de [le] dire, parce qu'une femme qui empêchait la famille, c'tait un péché" <sup>44</sup>.

Mais avec ou sans l'approbation de l'Eglise, les interviewées contrôlent leur fécondité. "Moi, parce [que] le docteur avait dit, 'avec le peu de santé que vous avez', j'ai pas pris ça pour un péché, pis pour moi j'ai pas péché" <sup>45</sup>, nous a affirmé Mme Dufort. Mais la désobéissance à la norme religieuse s'accompagne parfois d'un sentiment de culpabilité, dont Mme Caron avait espéré se délivrer par la confession. De même, chez les femmes interrogées par Colette Moreux, le "je me confesse et je recommence" revient fréquemment, surtout pour celles nées entre 1925 et 1946<sup>46</sup>. A son instar, nous avons observé que les informatrices ont pratiqué la contraception sans que cela n'entame leur pratique religieuse. Toutes ont affirmé qu'elles allaient régulièrement à la messe. Mais voir le curé devant l'autel n'est pas nécessairement l'entendre, comme en témoigne Mme Dipietro: "J'ai jamais écouté ses sermons. J'sais qui a un bon Dieu, pis le reste là ..." <sup>47</sup>.

L'obligation de procréation est par contre suivie par toutes les informatrices, mais avec des réserves. Mmes Dufort et Dipietro auront un enfant, et Mme Caron deux. L'historienne Marie Lavigne a calculé que parmi les Québécoises mariées nées vers 1903 24,9% n'ont qu'un ou deux enfants, et 29,4% de celles qui sont nées vers 1913 se retrouvent dans cette situation<sup>48</sup>. Mmes Dipietro, Dufort, et Caron naquirent respectivement en 1910, 1915 et 1922. A l'instar, donc, d'une proportion importante de Québécoises mariées, elles ont limité leur fécondité. Mais le nombre d'enfants mis au monde ne correspond pas toujours au nombre d'enfants élevé par les informatrices. Mme Dipietro ayant épousé un veuf, elle en élèvera ainsi trois, bien qu'un seul lui soit propre.

De même, Mme Dufort n'aura qu'un enfant, mais elle gardera pendant quelques mois une petite fille. Elle était allée la chercher à l'hôpital de la Miséricorde dans le but de l'adopter. Or, la grand-mère vint la réclamer, et l'adoption étant prioritaire dans la parenté maternelle ou paternelle, Mme Dufort dut la lui remettre. Ne voulant pas recommencer l'expérience, cette dernière et son mari décident, au lieu d'adopter, de faire instruire des garçons destinés à la prêtrise, et dont les familles n'ont pas les moyens de payer les études. Il existe donc diverses stratégies pour compenser sa faible fécondité. Selon Chantal Collard, de 1900 à 1960, le bilan des crèches est excédentaire, et devant le surplus d'enfants catholiques à placer, "les curés demand[e]nt à leurs paroissiens au prêche de faire 'une belle charité' en adoptant un enfant" <sup>49</sup>.

#### b) Fréquentations et virginité prénuptiale

La norme de virginité prénuptiale semble elle aussi avoir été bien observée. Nos informatrices, mariées dans les années 30-40, ont toutes affirmé être arrivées vierge au mariage. L'historienne Andrée Lévesque parle d'un taux d'illégitimité de 2,9% en 1929, et de 3,4% une décennie plus tard<sup>50</sup>, alors que l'anthropologue Chantal Collard estime les conceptions prénuptiales 'officielles', c'est-à-dire celles qui se concluent par un mariage, rarissimes<sup>51</sup>.



En entrevue, les interviewées ont raconté comment les fréquentations étaient surveillées dans les années 20 à 40. Les soirées entre jeunes avaient souvent lieu au domicile familial, et pendant qu'on recevait son cavalier au salon, les parents étaient dans la cuisine à portée de voix. La mère de Mme Dufort questionnait toujours les cavaliers de ses filles lors de leur première visite à la maison: "Notre mère permettait pas qu'on sorte avec n'importe qui. Si on arrivait avec un garçon, elle disait: quel est votre nom monsieur? Vous êtes pas parent avec un tel? Pis qu'est-ce que votre père fait? [Et] qu'est-ce que vous faites vous, monsieur?"<sup>52</sup>, se rappelle sa fille. De son côté, Mme Dipietro se souvient qu'elle ne sortait jamais seule avec son premier cavalier, une de ses soeurs lui servant de chaperon.

Comme l'ont aussi constaté Denise Lemieux et Lucie Mercier<sup>53</sup>, la famille s'immisce dans les fréquentations, influençant directement ou indirectement le choix du conjoint. Après quatre ans de fréquentations, le père de Mme Dipietro fait pression sur son cavalier pour qu'il la fiance. Ce dernier devant subvenir aux besoins de sa mère veuve, il s'y refuse. C'est la Crise, et les salaires sont bas. Elle doit donc rompre avec lui. Elle a alors environ 21 ans. Son père la mariera un an plus tard à un veuf de quinze ans son aîné, dont les deux enfants ont un besoin urgent de maternage. Pourquoi cette précipitation du père à donner sa fille en mariage? Pour avoir une bouche de moins à nourrir? Parce qu'elle est l'aînée de ses enfants? Parce que c'est la Crise et qu'il craint qu'elle ne trouve pas meilleur parti? Parce que ses longues fréquentations précédentes n'ont abouti à rien? Un peu des trois?

“Y trouvait que un était peut-être préférable à l'autre pour l'avenir” <sup>54</sup>, a spéculé Mme Dipietro.

La famille intervient également dans les fréquentations des veuves et des veufs:

Ma grand-mère était tellement sévère, que mon oncle y a une femme qui était allée rester en Abitibi avec lui, fas que ma grand-mère a pris le train pis [elle] est allée en Abitibi. A dit: ‘T’as pas ton divorce, t’as pas rien’. A été obligée de partir. Pis mon oncle était assez vieux. Lui y était veuf, c’est elle qui était pas séparée. Grand-mère acceptait pas ça. [C’était] pendant la guerre de 14<sup>55</sup>,

nous a raconté la soeur aînée de Mme Dufort.

Gaston Desjardins a observé qu’au cours des années 40 et 50, les normes de fréquentations chez les jeunes sont l’objet de nombreux débats. Dans son autobiographie, Simonne Monet-Chartrand affirme qu’elle rencontrait souvent des jeunes gens sans surveillance dans les années 40<sup>56</sup>. Vers la même époque, Mme Caron se retrouvait parfois seule avec son cavalier et à son plus grand embarras il s’en permettait: “En auto des fois il se donnait des permissions que moi j’aimais pas tellement. Des pognages de genoux, pis des tassages dans l’coin du char, moi là... Y en profitait, [pis] des fois j’dissais: Non, non, c’est ben d’valeur, mais un moment donné là, va falloir... si tu veux, moi va falloir s’marier” <sup>57</sup>, nous a raconté notre interviewée. Serions-nous en présence d’une sous-culture masculine permissive et d’une sous-culture féminine restrictive? Le témoignage de Mme

Caron laisse entrevoir que la chasteté du couple reposait d'abord sur les épaules de la femme.

c) **Education sexuelle à travers la famille et l'école**

Le vécu de nos informatrices révèle une autre concordance dans la quasi absence d'éducation sexuelle par leurs parents. Il semble que, comme l'a constaté Colette Moreux dans sa monographie d'une paroisse canadienne française, "du moment que les enfants ne demandent rien, on affecte de croire qu'ils n'y pensent pas, et, s'ils y pensent, la mère est généralement trop gênée pour aborder [le] sujet. [Aussi] en général, les camarades, les maîtres se chargent de renseigner l'enfant" <sup>58</sup>. Dans son autobiographie, Simonne Monet-Chartrand raconte comment dans les années 30, menstruée pour la première fois et n'ayant pas été prévenue par sa mère, la religieuse infirmière du couvent lui dit que ce sang est "le signe de la punition d'Eve chassée du paradis terrestre" <sup>59</sup>. Inquiète, Simonne veut appeler son père. "On ne parle pas de ces choses-là aux hommes", lui rétorque la soeur, "pas même à son père" <sup>60</sup>. Heureusement, une autre religieuse, plus moderne d'esprit, voyant que Simonne est troublée lui explique ce phénomène biologique.

Adolescentes dans les années 20-30, nos informatrices ne sont pas plus renseignées par leurs parents: "On l'apprenait entre nous autres, entre les jeunes filles on s'conte des choses, c'est pas les parents qui nous disent comment ça va arriver" <sup>61</sup>, raconte Mme

Dipietro. "C'était tabou chez nous", se souvient Mme Dufort, "fallait pas parler de ces choses-là" <sup>62</sup>. Comme la société d'alors, leurs parents étaient très pudiques, et mal à l'aise face à la sexualité. Mme Caron a ainsi rapporté que chez elle on se cachait pour changer un bébé de couche, de peur que les enfants ne voient son sexe. De même, ces derniers étaient éloignés des femmes qui accouchaient: "Lorsque notre mère ou notre père s'apercevait qu'elle était pour avoir ses p'tits chats, la minette disparaissait dans le hangar. Fallait pas qu'on voit ça" <sup>63</sup>, se rappelle Mme Dufort. De la même façon lors de l'accouchement de la mère, les enfants sont envoyés chez une parente, et on leur raconte que "les sauvages" vont passer apporter un bébé.

Il n'est en l'occurrence pas étonnant qu'à l'adolescence, comme le rapporte Colette Moreux, "la préparation au mariage de la jeune fille est essentiellement constituée par des mesures de préservation à l'égard de la sexualité et de son incarnation diabolique, l'homme"<sup>64</sup>. Elève dans les années 30, Simonne Monet-Chartrand se souvient qu'à l'occasion de la fin des classes, monseigneur faisait ses recommandations sur la modestie et la pureté des mœurs des jeunes filles. "Soyez réservées avec les hommes. Gardez vos distances, votre innocence" <sup>65</sup>, leur répétait-il alors. D'après le témoignage de nos informatrices, les jeunes filles restaient distantes: "On s'disait vous, pis jamais de becs" <sup>66</sup>, nous a affirmé Mme Dufort en parlant de ses fréquentations avec son mari. Aux yeux de tous, pour devenir une bonne épouse et mère catholique, il fallait d'abord avoir été une pure jeune fille, d'où les pressions qu'on exerce sur cette dernière.

En 1964-65, certaines des informatrices de Colette Moreux qui n'avaient pas encore trente ans (donc nées après 34-35) avouaient "être arrivées au mariage si apeurées des raconteries de leurs camarades que leur crainte a eu des résonances jusque sur leur vie physiologique"<sup>67</sup>. Seule une de nos interviewées a abordé ce sujet. Selon Mme Caron, la peur de tomber enceinte et la notion de péché empêchaient la femme d'éprouver du plaisir dans les relations sexuelles. Dans la pensée des auteurs cléricaux étudiés en première partie, la satisfaction des sens n'était en effet qu'une fin secondaire du mariage, la sexualité devant d'abord servir à des fins supérieures, telles la procréation, l'union des âmes, ou l'amour de Dieu.

### **3. Pratique et rituel religieux**

Face à l'idéologie religieuse, nous avons observé des différences entre nos informatrices et leurs mères. A l'instar des ouvriers du début du siècle étudiés par Lucia Ferretti et Daniel Leblanc<sup>68</sup>, ces dernières semblent avoir intégré la vision catholique du couple et de la famille. Ainsi, contrairement à leurs filles, elles ne pratiquent pas la contraception, et elles ont des enfants à tous les ans ou aux deux ans.

De même, alors que la mère de Mme Dipietro est membre des Filles d'Isabelle (le pendant féminin des Chevaliers de Colomb), sa fille ne fait partie d'aucun mouvement affilié à l'Eglise. Et tout comme la génération précédente, les soeurs Dufort joignent dans

les années 40 les rangs des Dames de Ste-Anne, mais non sans réserve: "Nous autres on est rentré finalement à cause d'un prêtre qui voulait absolument, pis y était notre ami tout ça, mais j'veus dis qu'on est pas allée aux réunions par après" <sup>69</sup>. Quant à Mme Caron, elle nous a précisé que dans le temps du carême ses soeurs et elle faisaient des prières à la maison, mais "après Pâques là, on se négligeait un p'tit peu. L'été, on pensait plus à jouer. Mais ma grand-mère a manquant pas ça, a faisait toujours son signe de croix" <sup>70</sup>.

De plus, certaines pratiques en apparence strictement religieuses comportent une dimension sociale importante: la mère de Mme Dufort effectue ainsi chaque année un pèlerinage à Ste-Anne de Beaupré, motivée autant par la foi que par son désir de revoir sa ville natale et sa parenté qui y habite encore. De la même façon, jeune fille, les soeurs Dufort visitent les églises au temps de Pâques: "Le jeudi saint, les repositoires étaient partout, les églises [avaient] des fleurs, alors on s'rendait à chaque église, on allait prier, [puis] on regardait le reposoir. Nous autres les jeunes, on faisait ça, c'était une manière de se rencontrer aussi" <sup>71</sup>, nous ont précisé ces dernières.

Tant chez les Dufort que chez les Dipietro ou les Caron, on ne fait pas de prières en famille. On se contente d'assister à la messe dominicale et de payer la dîme. "Nos parents nous ont toujours laissées libres du côté de la religion. On a jamais été forcées d'aller aux vêpres" <sup>72</sup>, nous ont affirmé les soeurs Dufort. Nos informatrices vont à la confesse régulièrement, mais elles effectuent une sélection dans les confidences à faire au

prêtre: "Dans c'temps-là, le curé était pas pour les longues fréquentations. Mais moi j'[en] ai faites, mais j'[y] en ai pas parlé, c'était mon affaire" <sup>73</sup>, se souvient Mme Dufort. De même, Mme Caron se rappelle: "J'y en cachais des bouttes, j'contais c'que j'avais l'goût d'y conter, le principal" <sup>74</sup>.

Nous avons demandé à Mmes Dufort et Dipietro s'il leur était arrivé de consulter le curé pour solutionner un problème marital. Toutes deux ont répondu par la négative. "J'ai pas eu assez de difficulté pour ça, mais je l'aurais réglé avec mon mari. En parlant tous les deux, parce que y a pas un autre qui peut voir à notre place" <sup>75</sup>, a ajouté Mme Dufort. L'étude de cahiers de prônes villageois avait déjà amené Serge Gagnon et René Hardy à conclure que "faire du clergé d'autrefois un souverain écouté, serait se méprendre et sous-estimer la vitalité, l'autonomie relative et les mécanismes de défense des masses" <sup>76</sup>. Nos informatrices ont ainsi su préserver une partie de leur vie intime contre l'ingérence du corps clérical, à travers une dévotion sélective. Sous une façade pieuse, elles ont plus d'une fois désobéi à l'autorité religieuse. C'est pourquoi il fut particulièrement révélateur de confronter leur vécu aux écrits religieux examinés en première partie, ceux-ci s'intéressant davantage à ce qui doit être qu'à ce qui est.

## NOTES

<sup>1</sup> Nicole Gagnon, *op. cit.*.

<sup>2</sup> Colette Moreux, *Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne française*, Montréal, P.U.M., 1969.

<sup>3</sup> Colette Moreux, *op. cit.*, citée par Marie Lavigne, "Réflexions féministes autour de la fertilité des Québécoises", dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont (dir.), *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express, 1983, p.319-338, et Nicole Gagnon, *op. cit.*, citée par Andrée Fortin, *op. cit.*, p.285-286.

<sup>4</sup> Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *op.cit.*, p.16.

<sup>5</sup> Gaston Desjardins, *La pédagogie du sexe: un aspect du discours catholique sur la sexualité au Québec (1930-1960)*, thèse de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1985, p.39.

<sup>6</sup> Maurice Beaulieu, S.J., *Le mariage chrétien: le corps au service de l'esprit* (Montréal, Le Messager Canadien, 1944), Ferdinand Coiteux, O.F.M., *Conditions du bonheur dans la famille et Le surnaturel dans le mariage*, (Montréal, Editions Franciscaines, 1948), Marcel-Marie Desmarais, O.P., *L'amour à l'âge atomique* (Montréal, Editions du Lévrier, 1950), et Gérard Petit, C.S.C., *La mode et Le flirt* (Montréal, Fides, 1949).

<sup>7</sup> Gérard Petit, *La mode*, p.17.

<sup>8</sup> Ferdinand Coiteux, *Le surnaturel dans le mariage*, p.40.

<sup>9</sup> Marcel-Marie Desmarais, *op. cit.*, p.60.

<sup>10</sup> Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois, Le XXe siècle*, Tome I: 1898-1940, Montréal, Boréal Express, 1984, p.180.

<sup>11</sup> *Ibid.*, Tome 2: 1940 à nos jours, p.139.

<sup>12</sup> Maurice Beaulieu, *op. cit.*, p.195.

<sup>13</sup> Gérard Petit, *La mode*, p.15.

<sup>14</sup> Maurice Beaulieu, *op. cit.*, p.196.



- <sup>15</sup> Ferdinand Coiteux, *Conditions du bonheur dans la famille*, p.49.
- <sup>16</sup> Gérard Petit, *Le Flirt*, p.22.
- <sup>17</sup> Ferdinand Coiteux, *Conditions du bonheur dans la famille*, p.50.
- <sup>18</sup> Gérard Petit, *Le Flirt*, p.24.
- <sup>19</sup> Maurice Beaulieu, *op. cit.*, p.194.
- <sup>20</sup> Collaboration, *Le Catéchisme*, Montréal, Editions St-Raphaël, 1976 (reproduction de celui de 1944), p.24.
- <sup>21</sup> Maurice Beaulieu, *op. cit.*, p.90.
- <sup>22</sup> Ferdinand Coiteux, *Le surnaturel dans le mariage*, p.65.
- <sup>23</sup> Maurice Beaulieu, *op. cit.*, p.167.
- <sup>24</sup> *Ibid.*, p.164.
- <sup>25</sup> Marcel-Marie Desmarais, *op. cit.*, p.85 et Ferdinand Coiteux, *Le surnaturel dans le mariage*, p.36.
- <sup>26</sup> Marcel-Marie Desmarais, *op. cit.*, p.65-66.
- <sup>27</sup> Ferdinand Coiteux, *Conditions du bonheur dans la famille*, p.39 et 41-42.
- <sup>28</sup> *Ibid.*, p.42.
- <sup>29</sup> *Ibid.*, p.41.
- <sup>30</sup> Jacques Henripin et Evelyne Lapierre-Adamcyk, *La fin de la revanche des berceaux: qu'en pensent les Québécoises?*, Montréal, P.U.M., 1974, p.106.
- <sup>31</sup> Colette Moreux, *op. cit.*, p.378-379.
- <sup>32</sup> Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *op. cit.*, Tome 1, p.324.
- <sup>33</sup> Jacques Henripin et Evelyne Lapierre-Adamcyk, *op. cit.*, p.24.

- <sup>34</sup> Entrevue #1 et #3 avec Mme Deslongchamps, p.11 et 103.
- <sup>35</sup> Colette Carisse, *Planification des naissances en milieu canadien français*, Montréal, P.U.M., 1964, p.153.
- <sup>36</sup> Entrevue #2 avec Mme Caron, cassette 1, face A.
- <sup>37</sup> Entrevue #5 avec Mme Dufort, p.20-21.
- <sup>38</sup> Entrevue #6 avec Mme Dufort, p.33.
- <sup>39</sup> Entrevue #3 avec Mme Deslongchamps, p.129.
- <sup>40</sup> Entrevue #2 avec Mme Caron, cassette 2, face A.
- <sup>41</sup> Entrevue #3 avec Mme Deslongchamps, p.124-125.
- <sup>42</sup> Ferdinand Coiteux, *Le surnaturel dans le mariage*, p.101.
- <sup>43</sup> Entrevue #6 avec Mme Dufort, p.33.
- <sup>44</sup> Entrevue #3 avec Mme Deslongchamps, p.123.
- <sup>45</sup> Entrevue #6 avec Mme Dufort, p.33.
- <sup>46</sup> Colette Moreux, *op. cit.*, p.380.
- <sup>47</sup> Entrevue #3 avec Mme Deslongchamps, p.125.
- <sup>48</sup> Marie Lavigne, *op. cit.*, p.325.
- <sup>49</sup> Chantal Collard, "Enfants de Dieu, Enfants du Péché: anthropologie des crèches québécoises de 1900 à 1960", dans *Anthropologie et Sociétés*, 1988, Volume 12, No 2, p.110.
- <sup>50</sup> Andrée Lévesque, "Deviant Anonymous: Single Mothers at the Hôpital de la Miséricorde in Montréal, 1929-39", dans *Historical Papers/Communications historiques*, 1984, p.170-171. Voir aussi le livre de l'auteure, *La norme et les déviantes*, Montréal, Editions du Remue-Ménage, 1989, 233 p.
- <sup>51</sup> Chantal Collard, *op. cit.*, p.103.

- <sup>52</sup> Entrevue #1 avec Mme Dufort, p.28.
- <sup>53</sup> Denise Lemieux et Lucie Mercier, "Familles et destins féminins [...]", p.263.
- <sup>54</sup> Entrevue #2 avec Mme Deslongchamps, p.84.
- <sup>55</sup> Entrevue #4 avec Mme Dufort, p.27.
- <sup>56</sup> Simonne Monet-Chartrand, *Ma vie comme rivière*, Montréal, Editions Remue-Ménage, 1982, Tome 2, p.51-107-137.
- <sup>57</sup> Entrevue #2 avec Mme Caron, cassette 1, face A.
- <sup>58</sup> Colette Moreux, *op. cit.*, p.373.
- <sup>59</sup> Simonne Monet-Chartrand, *op. cit.*, Tome 1, p.124.
- <sup>60</sup> *Ibid.*, p.124.
- <sup>61</sup> Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps, p.24.
- <sup>62</sup> Entrevue #4 avec Mme Dufort, p.72.
- <sup>63</sup> Entrevue #3 et #5 avec Mme Dufort, p.15 et 4.
- <sup>64</sup> Colette Moreux, *op. cit.*, p.376.
- <sup>65</sup> Simonne Monet-Chartrand, *op. cit.*, Tome 1, p.115.
- <sup>66</sup> Entrevue #5 avec Mme Dufort, p.6.
- <sup>67</sup> Colette Moreux, *op. cit.*, p.373.
- <sup>68</sup> Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *op. cit.*, p.193.
- <sup>69</sup> Entrevue #2 avec Mme Dufort, p.17.
- <sup>70</sup> Entrevue #2 avec Mme Caron, cassette 1, face A.
- <sup>71</sup> Entrevue #2 avec Mme Dufort, p.18.

<sup>72</sup> Entrevue #1 avec Mme Dufort, p.30.

<sup>73</sup> Entrevue #5 avec Mme Dufort, p.6.

<sup>74</sup> Entrevue #2 avec Mme Caron, cassette 2, face A.

<sup>75</sup> Entrevue #6 avec Mme Dufort, p.28.

<sup>76</sup> Serge Gagnon et René Hardy, *L'Eglise et le village au Québec, 1850-1930*, Leméac, 1979, p.19.

## Quatrième chapitre

### LA TRAJECTOIRE SOCIALE DE DEUX MONTREALAISES ISSUES DE LA COUCHE SUPERIEURE DE LA CLASSE OUVRIERE, ENTRE 1900 ET 1950

Nous allons maintenant examiner la trajectoire sociale de deux de nos informatrices, Mme Dufort et Mme Dipietro, de leur naissance à leur vieillesse.

#### 1. Mme Dufort ou la mobilité sociale au féminin

Mme Dufort naquit en 1915, dans la paroisse Saint-Anselme, à Montréal. Elle est la cinquième d'une famille de sept enfants, comprenant un garçon et six filles. Selon Jean de Bonville, "la famille nombreuse est le fait des travailleurs assurés d'un revenu minimum"<sup>1</sup>. Le père de Mme Dufort travaille alors comme machiniste au Canadien Pacifique, et jusqu'en 1925, il exploite aussi un magasin de bottes et de chaussures. L'aînée des enfants, aidée d'une employée, s'occupe du commerce pendant qu'il est au travail. Cette engagée donne également un coup de main à la mère de Mme Dufort à l'étage supérieur, pour le ménage de l'appartement.

Dans son étude sur l'aristocratie ouvrière d'Edinburgh, Robert Gray écrit: "I would interpret the movement of skilled workers into small-business or white-collar occupations

as a move within the artisan social world, rather than as a foothold on the lower reaches of the bourgeois world" <sup>2</sup>. Nous faisons nôtre cette interprétation, puisque le père de Mme Dufort travaillera toute sa vie en usine, comme simple machiniste. Outre son commerce, il acquiert des propriétés dont les revenus lui permettent de tenir le coup en période de chômage. Durant la crise des années 30, il est en effet licencié pendant quatre ou cinq ans, et tente alors sans succès de se recycler comme agent d'assurances.

La famille connaît une stabilité de résidence rare en milieu ouvrier: pendant dix-huit ans elle habite le quartier Hochelaga, puis en 1925 elle emménage dans le quartier Ste-Marie où, suite au décès de l'aïeule, le père de Mme Dufort hérite de la maison de ses parents. Celle-ci a trois étages, le premier étant réservé à la famille, et les deux autres loués à des locataires. Ces derniers occupent une place de choix dans les souvenirs d'enfance de Mme Dufort. On les considère comme des amis: "Dans c'temps-là, [il y] avait pas de différence, toi t'es propriétaire, toi tu l'es pas, toi t'es mieux habillé, on était toute sur le même pied" <sup>3</sup>, nous a affirmé notre interviewée.

Elle a aussi ajouté qu'elle et ses soeurs n'étaient pas plus gâtées que les autres enfants dans l'immeuble: "J'ai peut-être eu une poupée dans ma vie. On avait pas autant de jouets que les jeunes d'aujourd'hui. [Au] Jour de l'An, on accrochait notre bas, un p'tit bas qu'on portait, pis dans ce bas-là y avait quelques sous, un oignon, une patate, [et] des fruits" <sup>4</sup>.

Les Dufort jouissent d'une mobilité géographique grâce au travail du père. Le Canadien Pacifique distribuait en effet à ses employés des laissez-passer leur permettant de voyager en train à bon marché. Puis, au début des années 20, M. Dufort hérite de l'auto de son frère décédé subitement. La famille peut alors se déplacer dans la campagne environnante. Elle va ainsi pique-niquer à Pointe-Aux-Trembles et à Rivière-des-Prairies.

En 1929, soit à 14 ans, Mme Dufort quitte l'école, et pendant dix ans elle reste à la maison pour seconder sa mère. Cette dernière aurait aimé faire d'elle son bâton de vieillesse: "Toi, t'es bonne pour rester avec moi toute ma vie" <sup>5</sup>, lui disait-elle souvent. Mais Mme Dufort lui échappe en se mariant. Pour ce faire, elle a dû se fiancer en secret, et mettre sa mère devant le fait accompli, car celle-ci ne cessait de lui répéter: "Il est fait pour devenir prêtre ce p'tit bonhomme-là. Dérange-le pas" <sup>6</sup>. La mère de notre informatrice avait alors 55 ans, et sa fille et son cavalier sortaient ensemble depuis au moins trois ans.

Deux ans plus tard, soit en 1939, le couple s'épouse. Mme Dufort a alors 24 ans, et son conjoint 23 ans et six mois. Elle avait auparavant exigé que ce dernier amasse suffisamment d'argent pour meubler un appartement: "Il me montrait son livre de banque continuellement, [parce que] moi fallait que tout soit payé, rien à crédit" <sup>7</sup>. Son mariage fut un rite de passage à la classe moyenne: "J'aurais aimé faire comme quelques-unes de mes soeurs qui se sont mariées dans l'intimité", nous a dit Mme Dufort, "[mais] mes beaux-

parents étaient des commerçants très connus de la place, à ce moment-là eux autres c'était toute des gros mariages" <sup>8</sup>.

Le mari de Mme Dufort travaille alors à la quincaillerie de son père, et les premières années de son mariage, il opère aussi avec un beau-frère un commerce. Mme Dufort se souvient:

On avait parti un gros poulailler, pis c'est moi qui s'occupait des 500 petits poulets. Y fallait que j'vois [à] ça dans le jour, parce que mon mari travaillait. On les engraisait, pis le samedi j'vendais les oeufs, pis j'vidais les poulets qu'on tuait, pis j'[les] vendais. Des fois en fin de semaine on avait des grosses commandes. J'ai gardé ça certainement quatre ans<sup>9</sup>.

En France, Isabelle Bertaux a souligné l'apport des épouses pour atteindre ou conforter une position sociale<sup>10</sup>. En 1944, après cinq années de mariage, Mme Dufort met au monde un enfant, et elle vend alors son commerce pour pouvoir, selon ses dires, se consacrer entièrement à son fils. Mais ceci ne l'empêche pas de s'occuper de placer l'argent du couple, en achetant et en revendant des terrains et des immeubles.

Mme Dufort n'aura pas d'autres enfants, sa santé étant précaire. C'est sa soeur cadette qui vient la relever: "On était toujours ensemble les deux soeurs" <sup>11</sup>, se rappelle Mme Dufort. Quand elles n'habitaient pas le même duplex, elles demeuraient l'une en face ou à côté de l'autre. Dans les années 50, leurs époux étaient tous deux impliqués dans les organisations paroissiales, telles l'Action catholique, la Fédération des oeuvres de charité, et la Caisse populaire. "Nos maris s'occupaient de loisirs beaucoup, beaucoup, alors nous



il fallait rester à la maison pour prendre soin chacune de notre garçon”<sup>12</sup>, a fait remarquer la cadette Dufort. Le bénévolat de leurs conjoints les confine donc encore davantage au foyer. Les deux sœurs ont affirmé n’avoir eu recours à des gardiennes que deux fois dans leur vie de mère: “Dans ce temps-là, on prenait pas tellement de gardienne, on les transportait partout avec nous autres”<sup>13</sup>.

L’éducation des enfants semble être une tâche qui demande plus de temps qu’à la génération précédente, car on ne bénéficie d’aucune aide extérieure pour cela. En parlant de son fils, Mme Dufort dit: “Il a eu toutes sortes de cours: Le judo, l’anglais, l’espagnol, la natation, tout ce que j’ai pu lui donner”<sup>14</sup>. A trois ans, elle l’envoie à la classe: “C’était des écoles privées”, se souvient-elle, “pis fallait que j’aie le reconduire moi-même”<sup>15</sup>. Elle le fait également suivre par des psychologues et des pédiatres, et doit donc se présenter régulièrement à des rendez-vous avec lui. Isabelle Bertaux a montré combien les pratiques des mères de famille jouent un rôle déterminant dans la transformation des familles populaires en familles de classes moyennes<sup>16</sup>.

De concert avec son mari, Mme Dufort observe attentivement le cheminement scolaire de l’enfant, et au besoin lui engage un professeur privé. A l’adolescence elle l’inscrit au collège privé que son mari a jadis fréquenté. Dans les années 60, son fils deviendra avocat, et il quittera le toit parental pour se marier. Mme Dufort deviendra veuve une douzaine d’années plus tard, alors qu’elle est dans la soixantaine. Elle devra alors faire

l'apprentissage de la solitude. Comme aux premiers jours de son mariage, la famille d'origine est à proximité. Les deux soeurs cadettes de Mme Dufort habitent en effet le même immeuble qu'elle. Il semble que les benjamines aient connu une mobilité plus grande que les aînées dans la famille Dufort, les plus jeunes n'ayant pas côtoyé la pauvreté les premiers temps de leur mariage.

## **2. Mme Dipietro ou l'hypogamie féminine**

A l'instar de Mme Dufort, Mme Dipietro est aussi originaire de la partie favorisée de la classe ouvrière. Son père, un immigrant italien, arrive à Montréal vers 1906 ou 1908. Il s'engage alors comme manoeuvre au Canadien Pacifique. En 1909, il épouse à l'âge de 21 ans et six mois une ouvrière canadienne française. Cette dernière est la fille de son contremaître. Cette situation n'aurait rien d'exceptionnelle. Selon Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, dans la paroisse ouvrière de Sainte-Brigide entre 1880-1914, "au moins un travailleur sur dix, au plus un sur six ont probablement connu leur femme en fréquentant son père, qui oeuvrait dans le même corps de métier" <sup>17</sup>. De même que 92% des femmes de cette paroisse<sup>18</sup>, la mère de Mme Dipietro a donc choisi son mari dans sa classe d'origine.

De plus, entre 1905 et 1914, 8% de tous les mariages célébrés à Sainte-Brigide sont des mariages inter-ethniques, et deux fois sur trois c'est l'homme qui est l'étranger<sup>19</sup>. Le

couple Dipietro est aussi typique à cet égard. Après son mariage, M. Dipietro quitte le Canadien Pacifique et devient briqueteur pour des contracteurs privés. Selon Statistiques Canada<sup>20</sup> et Jean Hamelin<sup>21</sup>, un ouvrier de la construction gagne alors plus cher qu'un employé des chemins de fer. Puis, vers 1923-24, alors qu'il est âgé de 35 ans, M. Dipietro part à son compte. En tant que travailleur qualifié, il jouit d'une certaine mobilité sociale. Mais la crise des années 30 l'oblige à fermer son bureau et à s'engager à nouveau comme briqueteur. A la faveur de la reprise économique de la décennie suivante, il redeviendra cependant contracteur.

Mme Dipietro naît en 1910, dans la paroisse Saint-Vincent-de-Paul à Montréal. Elle est l'aînée d'une famille de six enfants, comprenant cinq filles et un garçon. Outre l'école primaire, elle a fréquenté le Conservatoire de musique; "J'ai mes diplômes de lauréat pour enseigner, mais j'ai jamais enseigné" <sup>22</sup>, nous a-t-elle précisé. Pendant sept-huit ans elle a en effet pris des cours de piano, un soir par semaine seulement, "parce que j'avais les classes, les études [le soir], la maison, fallait partager" <sup>23</sup>, se rappelle-t-elle.

A l'instar de Mme Dufort, après avoir terminé ses études, elle reste à la maison jusqu'à son mariage: "Je m'occupais du bureau [d'affaires] de mon père, pis des activités de la maison, le p'tit travail qu'il y avait à faire" <sup>24</sup>. A l'occasion, elle gardait les plus jeunes pour permettre à sa mère d'aider son père. Lorsque ce dernier travaillait sur un chantier situé en dehors de Montréal, sa femme devait alors, la fin de semaine, aller lui

porter l'argent destiné à payer les ouvriers. Selon Mme Dipietro, c'était "pas mal les deux"<sup>25</sup> qui tenaient les comptes. L'apport de la mère et de la fille était donc indispensable au commerce du père.

Cette situation a également été relevée par la sociologue Andrée Fortin: "Le fait de travailler avec des membres de sa famille ne se retrouve pas que dans les grandes industries [mais] également dans la Petite et Moyenne Entreprise"<sup>26</sup>, écrit-elle. On se souvient que l'aînée de la famille Dufort a aussi travaillé au magasin de son père. Serait-ce le travail gratuit des femmes et des enfants qui permet à certains travailleurs qualifiés d'opérer des commerces? Dans les années 20, la grand-mère maternelle de Mme Dipietro aidée de ses enfants tient une épicerie, pendant que son mari travaille au Canadien Pacifique. "Quand ils ont été assez vieux, ça a commencé à travailler", se souvient Mme Dipietro, "fas que c'est là que [ça] a fermé. Ma grand-mère était tout seule"<sup>27</sup>. Dans leur recherche sur la boulangerie artisanale en France, Daniel et Isabelle Bertaux ont ainsi constaté "l'étroite relation entre le passage à l'indépendance et la mobilisation familiale"<sup>28</sup>.

Après avoir sorti quatre ans avec un ouvrier, notre informatrice rencontre son futur mari, un employé de la Ville de Montréal. Ils se fréquentent pendant un an et demi, et en juillet 1932 ils s'épousent. "Lui, le fait qu'il avait des enfants, ça pressait plus pour lui d'avoir son chez eux encore, de ne pas laisser son logement, pis toute"<sup>29</sup>, se rappelle Mme Dipietro. Elle est alors âgée de 22 ans, et son époux de 37 ans. Ce dernier est veuf depuis

un an et demi, et il a deux enfants ---l'un de 18 mois, l'autre de 6 ans--- de son premier mariage.

Mme Dipietro se marie dans la plus stricte intimité, seuls les témoins étant présents. "Lui il était veuf, fas que fallait pas rien de trop de grandeur là" <sup>30</sup>, nous a raconté cette dernière. La célébration du mariage a lieu tôt le matin, les nouveaux mariés et leurs pères s'en allant ensuite au domicile de l'époux, où la mariée doit leur faire à déjeuner. La situation économique du couple est serrée: "En 32 c'était la Crise, mon mari gagnait dix piastres par semaine dans ce temps-là", se souvient Mme Dipietro, "c'était pas gros avec deux enfants, pis j'ai eu le mien quinze mois après" <sup>31</sup>. Pour réduire les frais de loyer, on cohabite avec une autre famille. Mais l'expérience s'avérant difficile, la cohabitation ne dure qu'un an. Les conjoints Dipietro disposent donc d'une certaine marge de manoeuvre économique, mais cette dernière est grandement inférieure à celle que possède la famille d'origine de l'épouse. Contrairement à ses parents, Mme Dipietro n'accédera ainsi jamais à la propriété ou au commerce.

A l'instar de la chercheuse Andrée Fortin, nous avons observé une coupure marquée entre la sphère des femmes et celle des hommes: "Dans notre temps", nous a raconté Mme Dipietro, "c'était que la femme restait à la maison pis que l'homme, lui, travaillait en dehors" <sup>32</sup>. Son mari ne l'aidait donc pas pour les tâches domestiques, ni pour l'éducation des enfants: "Les problèmes d'enfants c'était moi qui était pris avec ça. Y s'en occupait

pas”<sup>33</sup>, nous a affirmé Mme Dipietro. Par contre, c’était lui qui administrait les finances du couple. Il semble, selon Andrée Fortin<sup>34</sup>, que ce comportement soit typique de la classe moyenne.

En janvier 1948, après seize ans de mariage, Mme Dipietro devient veuve. Elle a alors 37 ans, et ses trois enfants, âgés respectivement de 14, 17 et 22 ans, habitent encore avec elle. L’aîné se mariera toutefois six mois plus tard. Mais n’ayant droit de retirer que les journées de maladie non prises par son époux, pour un total de 1000 dollars, elle ne tarde pas à se trouver du travail. De juin à octobre 48, elle est réceptionniste dans une buanderie. Puis l’entreprise fermant ses portes, elle s’engage comme commis dans une compagnie d’assurances. Elle restera à l’emploi de cette firme jusqu’à sa retraite vingt-deux ans plus tard. Mme Dipietro vit aujourd’hui entourée de sa famille d’origine, deux de ses soeurs habitant à quelques rues de chez elle.

### 3. Continuités et ruptures entre les échelons inférieurs et supérieurs de la classe ouvrière

Dans leur étude sur la paroisse montréalaise de Sainte-Brigide entre 1880 et 1914, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc ont noté:

Le monde des travailleurs brigidains se caractérise par une forte cohésion sociale: on naît le plus souvent en ville, dans la classe laborieuse et on y prend mari ou femme; une fois sur quatre le jeune homme perpétue le métier de son père; parfois même il pratique le même métier que son beau-père<sup>35</sup>.

La mère et le père de Mme Dufort sont ainsi nés respectivement à Québec et à Montréal, et ils se sont mariés en 1903 à Montréal. Le beau-père et le gendre travaillaient alors tous deux au Canadien Pacifique. De même, la mère de Mme Dipietro naît à Montréal, et elle épouse en 1909 un immigrant italien, qui travaille avec son père. Les grand-parents étaient donc aussi des travailleurs qualifiés, et on peut ainsi parler d'hérédité du statut social et d'endogamie.

Les parents de Mmes Dufort et Dipietro se sont mariés dans la vingtaine, ce qui est conforme aux données de Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. De même, ils ont un comportement démographique typique de leur époque. D'après Marie Lavigne, les Québécoises francophones nées vers 1887 ont eu en moyenne 6,4 enfants<sup>36</sup>. La mère de Mme Dufort, née en 1882, aura sept enfants, alors que celle de Mme Dipietro, née en 1889, en aura six.<sup>37</sup> Nous ne disposons pour l'instant d'aucune étude démographique ayant isolé la variable classe pour les premières décennies du 20ième siècle. La question reste donc ouverte à savoir si les épouses de travailleurs qualifiés ont fait plus d'enfants que celles d'ouvriers non spécialisés, et si leur vécu démographique diffère de celui des bourgeoises.

L'expérience des Dufort et des Dipietro montre à quel point sont grandes les différences socio-économiques à l'intérieur de la classe ouvrière. Les familles Dufort et Dipietro ayant à leur tête des ouvriers qualifiés, l'emploi salarié des femmes et des enfants n'est pas essentiel à la survie du groupe familial. Entre les années 20 et 40, les soeurs de Mme Dufort vont ainsi travailler en usine pour s'acheter des toilettes de luxe. A l'instar des Dufort, la famille Dipietro peut survivre avec le seul salaire du père. Cette situation est attribuable aux salaires relativement élevés que l'on retrouve dans l'industrie de la construction et des chemins de fer.

Ces revenus supérieurs permettent aussi aux familles Dufort et Dipietro de posséder des immeubles à loyer et des petits commerces. L'aide des épouses et des enfants, surtout les aînés, est cependant indispensable pour faire fonctionner ces entreprises commerciales. Cet apport familial en rendant possible le cumul d'emplois chez les ouvriers qualifiés semble à l'origine de leur mobilité ascendante.

Le parcours scolaire de Mmes Dufort et Dipietro est semblable à celui des autres enfants ouvriers montréalais. Dans les années 20, elles interrompent ainsi leurs études avant la fin du cours primaire, et restent à la maison pour aider leur mère. Ceci permet à leurs soeurs d'aller travailler en usine. Mais à l'opposé des autres filles de leur milieu, ces dernières disposent à leur gré de leur salaire.



A l'instar de leurs parents et des ouvriers du début du siècle étudiés par Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, Mmes Dufort et Dipietro choisissent leurs conjoints dans l'environnement géographique immédiat. Elles prennent mari dans la classe moyenne, la première épousant un petit commerçant, la seconde un fonctionnaire municipal. Il n'est pas exclu que ces derniers soient des fils ou des petits-fils d'ouvriers spécialisés. "A range of white-collar posts in the public services, as well as in industry, were probably filled by skilled workers or their children" <sup>38</sup>, a fait remarquer Robert Gray dans son étude sur l'aristocratie ouvrière d'Edinburgh. Avant de parler d'exogamie, il nous faudrait donc en connaître davantage sur les antécédents familiaux de ces deux hommes, et en général sur la classe moyenne du début du siècle.

Mmes Dipietro et Dufort se marient toutes deux dans les années 30, respectivement à l'âge de 22 et 24 ans, donc un peu plus jeunes que les ouvrières du textile interviewées par Gail Cuthbert Brandt. Est-ce parce que leurs époux appartiennent à la classe moyenne? Parce qu'elles sont les filles d'ouvriers qualifiés? Dans le cas de Mme Dipietro, on peut se demander si l'origine italienne du père y est pour quelque chose. Mme Dipietro nous a en effet affirmé: "Les Italiens, vous savez, on fait pas ce qu'on veut pour sortir avec les garçons. On marie peut-être pas qui ce qu'on veut non plus ben des fois. Dans ce temps-là, les parents italiens ça se mêlait plus de dire... de nous faire choisir notre mari. On faisait pas qu'est-ce qu'on voulait" <sup>39</sup>. Les filles d'immigrants italiens se mariaient-elles alors plus jeunes que celles des ouvriers canadiens français? Il semble que oui. Selon Sylvie

Taschereau, en 1935, l'âge au mariage des femmes de la communauté italienne montréalaise est de 22-23 ans<sup>40</sup>.

Contrairement à sa mère, Mme Dufort n'aura qu'un enfant, et son mari la secondera dans l'éducation de cet unique fils. Nicole Gagnon parle de structure de compagnonnage pour qualifier ce type de relations familiales<sup>41</sup>, qui est lié à un niveau de vie plus élevé. Avec son revenu plus bas, la famille de procréation de Mme Dipietro possède plutôt une structure matricentrique, où la mère est seule responsable de l'éducation des enfants. Mme Dipietro n'aura aussi qu'un enfant, mais elle en élèvera trois, deux étant issus du précédent mariage de son mari. Son expérience de mère diverge peu de celle des Québécoises de sa génération qui, selon Jacques Henripin et Evelyne Lapierre-Adamcyk, mettront au monde trois enfants<sup>42</sup>.

Après le passage à la classe moyenne à travers le mariage, le comportement culturel de Mme Dufort s'éloigne donc de ses racines ouvrières, alors que celui de Mme Dipietro en reste près. Le veuvage de cette dernière, ainsi que l'écart économique et démographique entre les deux familles de procréation semblent à l'origine de cet état de fait. L'histoire sur deux générations des Dipietro et des Dufort permet ainsi d'observer des différences, non seulement entre la classe ouvrière et la classe moyenne, mais également à l'intérieur de chaque classe.

## NOTES

<sup>1</sup> Jean de Bonville, *op. cit.*, p.137.

<sup>2</sup> Robert Q. Gray, *The Labour Aristocracy in Victorian Edinburgh*, Oxford, Clarendon Press, 1976, p.135.

<sup>3</sup> Entrevue #2, avec Mme Dufort, p.3.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p.3-4.

<sup>5</sup> Entrevue #3, avec Mme Dufort, p.30.

<sup>6</sup> *Ibidem.*

<sup>7</sup> Entrevue #5 avec Mme Dufort, p.15 et 19.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p.7.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p.15-16 et entrevue #6 avec Mme Dufort, p.12.

<sup>10</sup> Isabelle Bertaux-Wiame, "Mobilisations féminines et trajectoires familiales: une démarche ethnosociologique", dans Danielle Desmarais et Paul Grell (dir.), *Les récits de vie. Théorie, méthode et trajectoires types*, Montréal, Editions St-Martin, 1986, p.85 à 99.

<sup>11</sup> Entrevue #5 avec Mme Dufort, p.41.

<sup>12</sup> Entrevue #6 avec Mme Dufort, p.14.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.4 et 26.

<sup>14</sup> Entrevue #3 avec Mme Dufort, p.36.

<sup>15</sup> Entrevue #6 avec Mme Dufort, p.13.

<sup>16</sup> Isabelle Bertaux, *op. cit.*.

<sup>17</sup> Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *op. cit.*, p.86.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.70.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p.49 et 215-216.

<sup>20</sup> Statistics Canada, *Historical Statistics Of Canada* (2<sup>nd</sup> edition), Ottawa, Minister of Supply and Services Canada, 1983, p.E 198-219.

<sup>21</sup> Jean Hamelin (dir.), *Les travailleurs québécois, 1851-1886*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1973, cité par Carmen Soucy-Roy, *op. cit.*, p.45.

<sup>22</sup> Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps, p.6.

<sup>23</sup> Entrevue #2 avec Mme Deslongchamps, p.63.

<sup>24</sup> Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps, p.39.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p.10.

<sup>26</sup> Andrée Fortin, *op. cit.*, p.282.

<sup>27</sup> Entrevue #3 avec Mme Deslongchamps, p.93.

<sup>28</sup> Isabelle Bertaux-Wiame, *op. cit.*, p.85.

<sup>29</sup> Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps, p.27-28.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p.41.

<sup>31</sup> *Ibid.* p.11-12.

<sup>32</sup> Entrevue #2 avec Mme Deslongchamps, p.77.

<sup>33</sup> Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps, p.4 et 47.

<sup>34</sup> Andrée Fortin, *op. cit.*, p.288.

<sup>35</sup> Lucia Ferretti et Daniel Leblanc, *op. cit.*, p.87.

<sup>36</sup> Marie Lavigne, "Réflexions féministes autour de la fertilité des Québécoises", p.322.

<sup>37</sup> Ces chiffres excluent les enfants morts-nés et les fausses-couches.

<sup>38</sup> Robert Q. Gray, *op. cit.* p.133.

<sup>39</sup> Entrevue #1 et #2 avec Mme Deslongchamps, p.27 et 84.

<sup>40</sup> Sylvie Taschereau, *Pays et patries: mariages et lieux d'origine des Italiens de Montréal, 1906-1930*, Thèse de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1984, p.130.

<sup>41</sup> Nicole Gagnon, *op. cit.*.

<sup>42</sup> Jacques Henripin et Evelyne Lapierre-Adamcyk, *op. cit.*, p.149.

## CONCLUSION

Au terme de cette étude, nous pouvons dire que l'expérience des femmes en milieu ouvrier n'est pas homogène. Au Québec, l'histoire des femmes et l'histoire ouvrière ont surtout traité du vécu des familles de travailleurs et de travailleuses non-spécialisés. L'une de nos trois informatrices, Mme Caron, est issue d'une telle famille. Son expérience est conforme à la littérature (Lamonde, Ferretti et Leblanc, Copp, Clio, Bradbury, et Cuthbert-Brandt). Au moment de sa naissance en 1922, son père est ouvrier à l'usine de Canada Packers et sa mère est ménagère. Ce dernier décède trois ans plus tard d'une tuberculose causée par l'insalubrité de son lieu de travail. Le mouvement ouvrier de l'époque ne cesse de dénoncer ces maladies industrielles pour lesquelles les patrons ne versent aucune compensation financière.

Après la mort de son mari, la mère de Mme Caron se trouve un emploi de serveuse dans un restaurant. Son salaire ne suffit cependant pas à subvenir aux besoins de ses quatre enfants et de sa mère veuve. Elle doit donc avoir recours à la charité publique, et prendre un pensionnaire pour réduire ses frais de loyer. Ce veuvage dramatique illustre l'importance des crises dans les trajectoires sociales. A l'instar de plusieurs autres jeunes filles ouvrières, la jeunesse de notre interviewée est marquée par la pauvreté. En 1937, après une 6ème année, soit vers l'âge de quinze-seize ans, cette dernière met fin à ses études et s'engage

d'abord comme aide familiale dans des maisons privées, puis comme ouvrière dans diverses usines, afin d'aider sa mère à payer les dépenses de la maison.

L'enfance et l'adolescence de nos deux autres informatrices, Mmes Dipietro et Dufort, sont fort différentes. Toutes deux naquirent dans les années 10, et elles ont pour pères des ouvriers qualifiés. Leurs familles sont socialement mobiles. Durant les deux premières décennies de ce siècle, ces dernières accèdent au commerce et à la propriété. Le rôle des femmes dans cette ascension sociale, comme épouses et comme filles, est particulièrement important. Ce sont elles qui font fonctionner les petits commerces du mari ou du père ouvrier.

La crise des années 30 vient cependant menacer les acquis de ces familles: dans le cas des Dufort on perd une propriété et le père connaît le chômage, alors que chez les Dipietro le père doit fermer son commerce et aller travailler pour un employeur. Mais la reprise économique de la décennie suivante reconfirme ces familles dans leur mobilité ascendante. Elles acquièrent à nouveau des commerces et des propriétés.

Mmes Dufort et Dipietro grandissent donc dans une relative aisance matérielle. A la maison, elles ont l'eau courante, l'eau chaude, un bain, et des toilettes intérieures. Leurs mères ont recours aux services d'une couturière et d'une blanchisseuse pour alléger leur travail domestique. Ce dernier est considérable, car à l'instar de leur génération, ces

femmes ont de six à sept enfants. A la fin des années 20, après une 5ème année, soit vers l'âge de quatorze-quinze ans, nos deux informatrices quittent l'école et restent à la maison pour aider leur mère, pendant que leurs soeurs vont travailler en usine. Mais contrairement aux autres ouvrières, celles-ci ne remettent aucune portion de leur salaire à leurs parents. Elles utilisent leurs revenus pour s'acheter des toilettes de luxe.

Ces données ne concordent pas avec l'historiographie ouvrière. On peut se demander s'il s'agit vraiment de familles populaires, et non pas de familles bourgeoises. En l'absence d'étude québécoise sur la petite bourgeoisie ou la classe moyenne du début du siècle, ces familles de travailleurs spécialisés ayant pu accumuler du capital sont difficiles à classer. Il nous a semblé, cependant, qu'elles étaient plus près de la classe ouvrière que de la bourgeoisie, et qu'elles appartenaient aux échelons supérieurs de cette classe. Les indices suivants nous font penser ainsi: le travail en usine du père et de ses filles, le taux de scolarisation des informatrices et de leurs parents, la vulnérabilité financière de la famille en cas de crise économique, et la gestion serrée des dépenses liées au loyer, comme l'illustre la réduction de la dimension du logement suite à une baisse dans la taille de la famille.

Mais il faudrait une étude de plus grande envergure pour raffiner l'analyse. Par exemple, on pourrait envisager de recueillir le témoignage d'hommes ayant travaillé au Canadien Pacifique dans les premières décennies du siècle. De même, une recherche plus



poussée dans les archives civiles et religieuses (ex: les recensements, les registres de mariage, les actes de vente notariés, etc.) aiderait à préciser davantage la mobilité sociale et géographique de nos informatrices. Cette première exploration du terrain aura mis en évidence la nécessité d'augmenter l'information sur les grands-parents et les beaux-parents de ces dernières.

Malgré leur jeunesse différente, nos trois informatrices font au début de la vingtaine des mariages dans la classe moyenne. En 1947 et 1939, Mme Caron et Mme Dufort épousent des fils de petits commerçants, l'un étant fourreur et l'autre quincaillier, et en 1932, Mme Dipietro marie un fonctionnaire municipal. On peut dire que pour Mmes Dufort et Dipietro, toutes deux filles d'ouvriers qualifiés, ces mariages sont l'aboutissement logique du cheminement social de leurs familles d'origine, tandis que pour Mme Caron, fille d'une travailleuse non-spécialisée, il s'agit d'une rupture avec son milieu. Ses beaux-parents lui font d'ailleurs sentir l'infériorité de son origine sociale.

Le vécu reproductif de nos trois informatrices est similaire. Contrairement à leurs mères, elles contrôlent leur fécondité et ont entre un et deux enfants. En cela elles ressemblent à plusieurs Québécoises mariées de leur génération (Clio, Lavigne). L'économie familiale et la santé de la mère sont les motifs qu'elles invoquent pour limiter les naissances. Nos entrevues révèlent qu'avec ou sans l'approbation de l'Eglise, ces femmes sont déterminées à gérer leur reproduction. Pour ce faire, elles utilisent la méthode

Ogino-Knauss. Le clergé leur propose alors diverses stratégies pour compenser leur faible taux de natalité, comme par exemple l'adoption ou les donations pour l'instruction de futurs prêtres.

Mais dès les années 20, nos informatrices manifestent une ferveur religieuse moins grande que celle de leurs parents. Une fois mariée, elles protègent leur vie familiale contre l'ingérence du clergé. Nos entrevues, en accord avec l'historiographie religieuse (Hamelin et Gagnon, Desjardins), montrent que l'autorité de l'Eglise en matière de sexualité décroît constamment au profit de la culture mass-médiatique. Il serait donc intéressant d'analyser l'influence d'un média comme le cinéma sur le vécu sexuel des Québécoises de l'époque. De même, l'étude des radioromans québécois des années 30 à 50 fournirait peut-être des données intéressantes en ce qui regarde la morale sexuelle laïque de cette période.

Nos conclusions sont évidemment partielles, temporaires, suggestives plutôt que définitives, vu la nouveauté du champ, l'échantillon restreint, et la nature exploratoire de la démarche. Il faudrait d'autres études pour les confirmer, les nuancer, ou pour dire le spécifique et le typique des comportements et des attitudes que nous avons relevés. Comme toute recherche exploratoire, la nôtre soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. En ce sens, elle aura permis de dégager certaines pistes de recherche, tout en jetant un éclairage nouveau sur la classe ouvrière.

## BIBLIOGRAPHIE

- Beaulieu, Maurice. *Le mariage chrétien: le corps au service de l'esprit*. Montréal, Le Messager Canadien. 1944. 207 p.
- Bertaux, Daniel. "L'approche biographique, sa validité méthodologique, ses potentialités", dans *Cahiers internationaux de sociologie*, juillet-décembre 1980, vol.LXIX (69), Paris, Presses Universitaires de France (P.U.F.). p. 197 à 225.
- Bertaux-Wiame, Isabelle. "Mobilisations féminines et trajectoires familiales: une démarche ethnosociologique", dans Danielle Desmarais et Paul Grell (dir.), *Les récits de vie. Théorie, méthode et trajectoires types*. Montréal, Editions St-Martin. 1986. p. 85 à 99.
- Bradbury, Bettina. "The Fragmented Family: Family Strategies In The Face Of Death, Illness, And Poverty, Montreal, 1860-1885", in Joy Parr (ed.). *Childhood And Family In Canadian History*. Toronto, Mc Clelland and Stewart. 1982. p.109-128.
- . "Women's History and Working-class History", in *Labour/Le Travail*. Spring 1987, 19. p. 23-43.
- . "Gender at work at home: Family decisions, the labour market and girls' contributions to the family economy". Paper presented at the Australian-Canadian Labour History Conference. Sydney. 1988. 39 p.
- Brandt, Gail Cuthbert. "Weaving It Together: Life Cycle And The Industrial Experience Of Female Cotton Workers In Quebec 1910-1950", in Alison Prentice et Susan Trofimenkoff (eds.). *The Neglected Majority: Essay in Canadian Women's History*, vol. 2, Toronto, Mc Clelland and Stewart. 1985. p. 160-173.
- Carisse, Colette. *Planification des naissances en milieu canadien français*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal. 1964. 227 p.
- Coiteux, Ferdinand. *Conditions du bonheur dans la famille*. Montréal, Editions Franciscaines. 1948. 108 p.
- Collaboration. *Le Catéchisme*. Montréal, Editions St-Raphaël. 1976. 119 p.

- Collard, Chantal. "Enfants de Dieu, Enfants du Péché: anthropologie des crèches québécoises de 1900 à 1960", *Anthropologie et Sociétés*, 1988, Volume 12, No 2, p.97-123.
- . "Parenté et communauté à Rivière-Frémiette, 1880-1960", *Anthropologie et sociétés*. Volume 9, no3, 1985. p. 57 à 85.
- Collectif Clio. *Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Editions Quinze. 1982. 521 p.
- Copp, Terry. *The Anatomy Of Poverty: The Condition Of The Working-Class In Montreal, 1897-1929*. Toronto, Mc Clelland et Stewart. 1974. 192 p.
- Dandurand, Renée. "Les dissolutions matrimoniales, un phénomène latent dans le Québec des années 60", in *Anthropologie et sociétés*. 1985, vol. 9, no 3. p. 87-115.
- De Bonville, Jean. *Jean-Baptiste Gagnepetit. Les travailleurs montréalais à la fin du XIXe siècle*. Montréal Editions de l'Aurore. 1975. 253 p.
- Desjardins, Gaston. *La pédagogie du sexe: un aspect du discours catholique sur la sexualité au Québec (1930-1960)*. Thèse de maîtrise, Université du Québec à Montréal. 1985. 156 p.
- Desmarais, Marcel-Marie. *L'amour à l'âge atomique*. Montréal, Editions du Lévrier. 1950. 127 p.
- Dumont, Micheline et Nadia Fahmy-Eid (dir.). *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*. Montréal, Boréal Express. 1986. 315 p.
- (dir.). *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*. Montréal, Boréal Express, 1983. 415 p.
- Entre l'usine et la cuisine*. Montréal, Maison du Fier-Monde. 1984. 47 p.
- Entrevue #1 avec Mme Caron. 5 mars 1984. Montréal, Verbatim. 33 p.
- #2 avec Mme Caron. 18 février 1985. Montréal, 2 cassettes.
- Entrevue #1 avec Mme Deslongchamps. 14 septembre 1987. Montréal, Verbatim. p.1 à 49.

- #2 avec Mme Deslongchamps. 7 octobre 1987. Montréal, Verbatim. p. 50 à 92.
- #3 avec Mme Deslongchamps. 22 octobre 1987. Montréal, Verbatim. p.93 à 133.
- Entrevue #1 avec Mme Dufort. 19 janvier 1988. Montréal, Verbatim. 41 p.
- #2 avec Mme Dufort. 26 janvier 1988. Montréal, Verbatim. 29 p.
- #3 avec Mme Dufort. 2 février 1988. Montréal, Verbatim. 36 p.
- #4 avec Mme Dufort. 16 février 1988. Montréal, Verbatim. 102 p.
- #5 avec Mme Dufort. 21 mars 1988. Montréal, Verbatim. 42 p.
- #6 avec Mme Dufort. 8 avril 1988. Montréal, Verbatim. 41 p.
- Fahmy-Eid, Nadia et Lucie Piché. *Si le travail m'était conté...autrement. Les travailleuses de la CTCC: Quelques fragments d'histoire 1921-1976*. Montréal, CSN. 1987. 112 p.
- Ferretti, Lucia et Daniel Leblanc. *Cadre religieux et univers culturel dans une paroisse montréalaise: Sainte Brigide, 1880-1914*. Thèse de maîtrise, UQAM, 1982. 308 p.
- et Yvan Lamonde. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920): bilan historiographique*. Québec, Institut Québécois de Recherche sur la Culture. 1982. 176 p.
- Fortin, Andrée. "La famille ouvrière d'autrefois", *Recherches sociographiques*. 1987, vol. XXVIII, no 2-3, p. 273-294.
- Gagnon, Nicole. *La famille ouvrière urbaine*. Québec, Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Laval. 1964.
- Gagnon, Serge et René Hardy. *L'Eglise et le village au Québec, 1850-1930*. Leméac. 1979. 174 p.
- Gluck, Sherna. "What's so special about women? Women's oral history" in David K. Dunaway et Willa K. Baum (eds). *Oral History. An Interdisciplinary Anthology*. American Association for State and Local History. 1984. p. 221-237.

- Gray, Robert. *The Labour Aristocracy in Victorian Edinburgh*. Oxford, Clarendon Press. 1976. 229 p.
- Hamelin, Jean et Nicole Gagnon. *Histoire du catholicisme québécois. Le XXe siècle*. Tome 1 et 2. Montréal, Boréal Express. 1984. 507 p. et 425 p.
- (dir.). *Les travailleurs québécois, 1851-1886*. Montréal, Presses de l'Université du Québec. 1973. 221 p.
- Hareven, Tamara K. "The Search For Generational Memory: Tribal Rites in Industrial Society" in Stephen R. Gnauard (ed.), *Generations*. New York, W.W. Norton & Co. 1979. p.137 à 149.
- . *Family Time and Industrial Time*. New York, Cambridge University Press. 1982. 474 p.
- Heilbrun, Carolyn. *Writing a Woman's Life*. Middlesex, Penguin Books. 1988. 144 p.
- Henripin, Jacques et Evelyne Lapierre-Adamcyk. *La fin de la revanche des berceaux: qu'en pensent les Québécoises?* Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal. 1974. 159 p.
- Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976)*. Montréal, CSN/CEQ. 1979. 235 p.
- Lacelle, Nicole. *Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback*. Montréal, Editions du Remue-Ménage. 1988. 204 p.
- Langness, L.L. et Gelya Frank. *Lives, An Anthropological Approach To Biography*. Chandler & Sharp Publishers Inc. 1981. 221 p.
- Lavigne, Marie et Jennifer Stoddart. "Ouvrières et travailleuses montréalaises, 1900-1940", in Yolande Pinard et Marie Lavigne (dir.). *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*. Montréal, Boréal Express. 1983. p. 99-113.
- . "Réflexions féministes autour de la fertilité des québécoises" in Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont (dir.). *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*. Montréal, Boréal Express. 1983. p. 319-338.

*Le faubourg à m'lasse. Histoire de l'institutionnalisation de l'éducation dans le milieu défavorisé du Centre-Sud. Cahier #3. Montréal, Maison du Fier-Monde et UQAM. 1983. 47 p.*

Lemieux, Denise et Lucie Mercier. "Familles et destins féminins. Le prisme de la mémoire, 1880-1940", *Recherches sociographiques*, vol. XXVIII, no 2-3, 1987. p. 255-271.

———. *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*. Québec, Institut Québécois de Recherche sur la Culture. 1989. 398 p.

Letellier, Marie. *On n'est pas des trous-de-cul*. Montréal, Parti-Pris. 1971. 221 p.

Lévesque, Andrée. "Deviant Anonymous: Single Mothers at the Hôpital de la Miséricorde in Montréal, 1929-1939", *Historical Papers/Communications historiques*, 1984. p.168-184.

———. *La norme et les déviantes*. Montréal, Editions du Remue-Ménage. 1989. 233 p.

Lewis, Oscar. *La Vida: A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty---San Juan and New York*. New York, Random House. 1965. 669 p.

Linteau, Paul-André, Durocher, René et Jean-Claude Robert. *Histoire du Québec contemporain. De la confédération à la crise (1867-1929)*. Montréal, Boréal Express. 1979. 643 p.

——— et François Ricard. *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal Express. 1986. 739 p.

Mc Crindle, Jean and Sheila Rowbotham (eds.). *Dutiful Daughters*. Penguin Books. 1977. 396 p.

Monet-Chartrand, Simonne. *Ma vie comme rivière*. Tome 1 et 2. Montréal, Editions du Remue-Ménage. 1981-82. 292 p. et 357 p.

Moreux, Colette. *Fin d'une religion? Monographie d'une paroisse canadienne française*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal. 1969. 485 p.

Oakley, Anne. "Interviewing Women: a Contradiction in Terms", in Helen Roberts (ed.), *Doing Feminist Research*. London, Routledge & Kegan Paul. 1981. p. 30-61.

- Petit, Gérard. *La mode*. Montréal, Fides. 1949. 30 p.
- . *Le flirt*. Montréal, Fides. 1949. 30 p.
- Roberge, Andrée. "Réseaux d'échange et parenté inconsciente", in *Anthropologie et Sociétés*. 1985. Vol.9. No 3. p. 5-31.
- Rouillard, Jacques. *Ah les Etats! Les travailleurs canadiens français dans l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre d'après le témoignage des derniers migrants*. Montréal, Editions du Boréal Express. 1985. 155 p.
- Rues et Pignons*. Montréal, Maison du Fier-Monde. 1985. 63 p.
- Soucy-Roy, Carmen. *Le quartier Ste-Marie (1850-1900)*, Thèse de maîtrise, Histoire, UQAM, 1977. 179 p.
- Statistics Canada. *Historical Statistics Of Canada*(2nd edition). Ottawa, Minister of Supply and Services Canada. 1983.
- Steedman, Carolyn. *Landscape for a Good Woman*. Boston, Little, Brown & Company. 1986. 168 p.
- Taschereau, Sylvie. *Pays et patries: mariages et lieux d'origine des Italiens de Montréal, 1906-1930*. Thèse de maîtrise (histoire). Université du Québec à Montréal, 1984. 194 p.
- Thompson, Paul. "Des récits de vie à l'analyse du changement social", *Cahiers internationaux de sociologie*, juillet-décembre 1980, vol.LXIX (69), Paris, Presses Universitaires de France (P.U.F.). p. 249 à 268.
- . *The Voice of the Past. Oral History*. Oxford, Oxford University. 1978. 257 p.
- Valois, Jocelyne. *Communication et relations interpersonnelles dans les familles d'un quartier ouvrier (St-Sauveur, Québec)*. Québec, Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Laval. 1966. 118 p.
- Vandelac, Louise et Diane Bélisle. *Les dessous domestiques de l'histoire...Quelques aspects de l'évolution de la production domestique au Québec de 1850 à 1960*. Québec, Conseil du statut de la femme. 1983. 152 p.



## **ANNEXE I**

### **Guide thématique**

#### **1- Famille d'origine**

- a) Nature et fréquence de la relation parent-enfant
- b) Valeurs inculquées
- c) Rapports avec les soeurs et frères
- d) Division des tâches entre les parents, entre les parents et les enfants, et entre les enfants.
- e) Revenu familial (travail rémunéré des hommes, des femmes et des enfants)
- f) Logement, alimentation et habillement
- g) Santé et hygiène
- h) Jeux et loisirs
- i) Implication sociale
- j) Nature et fréquence des relations sociales
- k) Puberté
- l) Rapports avec l'autre sexe
- m) Relation avec le clergé
- n) Univers culturel

## **2- Ecole**

- a) Localisation géographique**
- b) Assiduité et rendement scolaire**
- c) Taux de scolarisation**
- d) Pédagogie**
- e) Activités parascolaires**
- f) Rapports avec les autorités religieuses**

## **3- Famille de procréation**

- a) Choix du conjoint**
- b) Fiançailles et mariage**
- c) Maternités**
- d) Revenu familial**
- e) Logement, alimentation et habillement**
- f) Division du travail**
- g) Loisirs**
- h) Implication sociale**
- i) Rapport avec l'Eglise**
- j) Contraception et sexualité**

### Information factuelle

Nom: \_\_\_\_\_

Statut civil: \_\_\_\_\_

Date de naissance: \_\_\_\_\_

Lieu de naissance: \_\_\_\_\_

Nombre de soeurs: \_\_\_\_\_

Nombre de frères: \_\_\_\_\_

Rang dans la famille: \_\_\_\_\_

Profession du père: \_\_\_\_\_

Profession de la mère: \_\_\_\_\_

Etudes: \_\_\_\_\_

Date du mariage: \_\_\_\_\_

Lieu du mariage: \_\_\_\_\_

Profession du mari: \_\_\_\_\_

Nombre d'enfants: \_\_\_\_\_ garçon: \_\_\_\_\_

      fille: \_\_\_\_\_

Date de naissance des enfants: \_\_\_\_\_

## ANNEXE II

### Fiche de résidence des familles Dufort et Dipietro

#### 1- Famille Dufort

1915 à 1922: 337 Forsythe	
1923 à 1925: 2755 Rouen	(la rue change de nom)
1925 à 1926: 285 Fullum	(déménagement)
1926 à 1939: 1697 Fullum	(prolongement de la rue)
1940 à 1947: 1695 Fullum	(changement d'étage)

Commentaire: Ces divers changements de numéros civiques sont trompeurs, car en fait la famille Dufort ne change de rue qu'une fois. Elle passe de la rue Rouen à la rue Fullum, où se situe la maison de l'aïeul paternel. En 1939, Mme Dufort se marie, et sa famille d'origine emménage alors dans un logement plus petit, situé un étage plus haut. Les paramètres temporels retenus (1915 à 1947) correspondent à la naissance de notre interviewée et à la mort de son père. Durant toute cette période, ce dernier est propriétaire des logements qu'il habite.

Source: *Lovell's Montreal Directory*

*Feuilles de route des estimateurs de la Ville de Montréal*

## **2- Famille Dipietro**

**1910 à 1911: 239 Poupart**

**1911 à 1912: 367 Ontario est**

**1912 à 1913: 582 St-Christophe**

**1913 à 1915: Pas recensé**

**1915 à 1917: 3152 Berri**

**1918 à 1922: Pas recensé**

**1923 à 1925: 412 Maisonneuve**

**1925 à 1926: 420 Maisonneuve**

**1926 à 1928: 1726 Maisonneuve**

**1928 à 1930: 2152 St-Jérôme**

**1931 à 1932: 358 Prince Arthur**

**1932 à 1933: 4177 Des Erables**

**1933 à 1934: 2385 Delorimier**

**1934 à 1935: 3508 Des Erables**

**1935 à 1939: 3510 Des Erables**

**1939 à 1941: 2432 Des Erables**

**1942 à 1947: Ville de Longueuil**

**Commentaire:** Le père de Mme Dipietro n'apparaissant pas à tous les ans dans le *Lovell's*, il faudrait une recherche en archives plus poussée pour cerner davantage les déplacements de la famille Dipietro dans le temps et l'espace.